

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



SOMMAIRE

ARMÉE

La solidarité se développe — p. 4 et 5
Les positions de la CFDT — p. 6

LUTTES OUVRIÈRES

Renault — p. 7
La lutte des foyers de travailleurs immigrés — p. 8
Points chauds — p. 9

INTERNATIONAL

Israël — p. 10 et 11
Dossier sur les camps en URSS — p. 12, 13 et 14
Angola — p. 15
Argentine — p. 16
Espagne — p. 17, 18 et 19

QUOTIDIEN — p. 20 et 21

CULTURE

Dans l'objectif — p. 22 et 23
Interview de Catherine Ribeiro — p. 24

« Rouge » — 10, Impasse Guéménée - Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de publication: H. Weber
Imprimerie N.P.P.

Numéro 239 — Vendredi 2 janvier 1976

COURRIER DES LECTEURS

Le moteur d'un grand débat

● Je ne reviendrai pas sur les critiques de formes formulées par les lecteurs dans le n°326 du 12.12.75. A mon avis, certaines justifiées, d'autres moins. Je pense qu'il ne faut pas tomber dans le piège de la presse bourgeoise qui cherche tous les jours la « une » spectaculaire.

J'interviendrai sur le fond du quotidien et sur l'intérêt de celui-ci.

Je ne suis pas militant de la LCR, pour l'instant simplement sympathisant sur certaines positions. Je suis dans un autre parti que l'on peut qualifier de réformiste, mais là n'est pas l'intérêt.

Je pense que contrairement aux camarades lecteurs de la semaine dernière qu'il faut maintenir quotidien d'action communiste et je m'en explique. Il y a aujourd'hui des militants révolutionnaires, qu'ils soient dans des partis ou groupes d'extrême-gauche, au PSU, au PS, au PC, qui se posent le problème de la création du Parti Révolutionnaire ancré dans les masses. Pour l'instant, aucun parti ou groupe ne peut se prétendre le Parti ni la base du Parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin. Mais je ne voudrais pas m'étendre sur les raisons.

Je pense qu'il ne faut pas que le quotidien Rouge devienne sectaire comme les « journaux stalinien », au contraire, il doit être le moteur d'un grand débat dans la gauche sur le problème de la création du Parti. C'est à dire qu'il soit ouvert à l'ensemble des courants qui traversent la gauche, même si il faut ensuite que la LCR fasse une critique sur le fond.

Avoir une rubrique sociale conséquente, retraduisant d'une manière honnête les conflits et en faire une analyse révolutionnaire me semble un point important pour une presse qui se veut utile et à mon avis indispensable au mouvement ouvrier.

UN TRAVAILLEUR DU BATIMENT - MILITANT CFDT

mieux vaut parfois s'abstenir...

● Les photos sans titre, c'est con, bête et méchant. C'est un vice solitaire de photographes et journalistes qui savent par cœur ce à quoi les photos font référence, ce qui n'est pas du tout le cas chez les lecteurs. Un vice à éliminer une fois pour toutes.

Sur les dessins et caricatures : sans nier le talent et la bonne volonté de nos dessinateurs, pourquoi ce refus obstiné de faire appel aux œuvres des grands dessinateurs et caricaturistes de tous les temps, de Goya à George Grosz et Diego Rivera, et en pillant les journaux révolutionnaires, de l'Assiette au Beurre (excellents dessins antimilitaristes) à l'Enragé de 1968. Si l'affiche de la LCR sur le meeting Espagne utilise avec beaucoup d'opportunité un merveilleux dessin de Goya, pourquoi pas le quotidien ? Il faut simplement charger un camarade ayant des connaissances minimales (élève des Beaux-Arts par exemple) à préparer quotidiennement des matériaux.

A propos de la rubrique internationale : Si certains camarades ne connaissent pas un problème, il vaut mieux s'abstenir que d'écrire n'importe quoi. Je pense notamment au petit article sur l'affaire du commando Moluquois en Hollande. L'article semble évaluer positivement cette action grotesque. Le meurtre gratuit d'un ouvrier cheminot hollandais ne semble pas émouvoir le camarade auteur de l'article. Et surtout, il semble ignorer que les Moluquois ont joué un rôle de harkis au cours de la lutte de libération nationale de l'Indonésie contre la Hollande après 1945. En conclusion : on a perdu une magnifique occasion de se taire...

A part cela, le n°0 n'est pas trop mauvais. En avant vers un meilleur n°02 ! C.R.

Rouge

quotidien d'action communiste

Espagne

ARIAS NAVARRO
pilier du régime franquiste
MAINTENU EN PLACE
PAR JUAN CARLOS

Le chef de l'Etat espagnol Juan Carlos Ier a décidé de maintenir en place le général Arias Navarro, chef du gouvernement, malgré les pressions de la gauche et de la droite. Le roi a déclaré que le général Arias Navarro était le seul capable de mener à bien la transition démocratique.

Le général Arias Navarro a déclaré qu'il était prêt à accepter les conditions de la gauche pour la transition démocratique. Il a déclaré qu'il était prêt à accepter la formation d'un gouvernement de coalition entre la gauche et la droite.

Après le hold-up de l'avenue Bosquet
Les témoins commencent à parler
Allumé à 50 m ou abattu à bout portant ? (p.9)

7, 8 décembre: Assises nationales de l'Ordre des médecins

DESORDRES DANS L'ORDRE

L'Ordre national des médecins tient ses assises nationales les 7 et 8 décembre. Il s'agit de la 100ème assemblée générale de l'Ordre. Les débats porteront sur les problèmes de la médecine et de la santé.

Le débat sur l'Etat de la médecine est très animé. Les médecins se posent de nombreuses questions sur l'avenir de la médecine et de la santé.

Un peu triste

● Je me suis offert le numéro 0 du quotidien, comme je me sens un peu de courage, je me fends d'une petite lettre pour donner mon sentiment. Ça vaut ce que ça vaut et ça peut servir. Alors en vrac.

— Il est grand, le vrai le sera encore plus, c'est vraiment pas pratique dans le métro.

— La mise en page est un peu triste, ça manque de photos et de petits dessins.

— Y a un truc qui tient peut-être au fait que ma vue n'est pas très bonne, mais lorsque je commence une page, elle est tellement dense, que j'ai l'impression que je n'arriverai jamais au bout.

— Bon un dernier truc et j'arrête. Dans l'article sur la Pologne : qu'est ce que ça veut dire « drastiques » Ceci dit j'espère que le quotidien paraîtra le plus tôt possible. Je ne file pas de fric aujourd'hui, je suis fauché. Je passerai avant la fin du mois, lorsque les ASSÉDÉS m'auront payé.

GEGE (ANTONY)

Exposer d'abord les faits

● Plusieurs critiques de forme et quelques critiques de fond sur le numéro 0 de « Rouge » quotidien.

1) le titre « Rouge » devrait être... en rouge. Un passage couleur (qui permettrait aussi quelques titres d'articles ou même tout un édito en rouge), ce n'est pas tellement plus cher.

2) Les caractères des titres d'articles ne sont pas assez gros : ça ne gueule pas assez.

3) C'est un contre-sens de ne pas mettre une bonne photo à la « une » alors qu'il y a des photos à l'intérieur (que vous avez souvent oublié de fournir d'une légende, Hélas).

4) Il manque à la « une » un édito. Pour un journal d'organisation, un édito quotidien bien choisi sur le sujet du jour (français ou étranger) me paraît indispensable.

5) Les titres d'articles sont ou bien trop généraux (exemple « Le défi du pouvoir ») ou bien portant sur le futur, ce qui est anti-

28 MILITANTS SYNDICAUX ARRETÉS

Manifestation ce soir à Paris

A l'appel de la CFDT, de l'extrême-gauche, et des mouve-
ments de soutien aux soldats

Le soir du 28 décembre, les militants syndicaux de la CFDT, de l'extrême-gauche, et des mouvements de soutien aux soldats, manifesteront à Paris.

Le comité de la classe ouvrière a appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

Les militants de la classe ouvrière ont appelé à une manifestation de soutien aux soldats.

MARX OU CREVE REVUE DE critique communiste



FEMINISME.FAMILLE.SEXUALITE

Sommaire

Editorial	p. 1
Denis Avenas	
Masculin-féminin	p. 7
Sophie Hamet	
Famille ? Vous avez dit famille ?	p. 23
Frédéric Vinteuil	
Capitalisme et « patriarcat » : questions de méthode	p. 33
Margaret Coulon, Branka Majas et Hilary Wainwright	
La femme au foyer et son travail dans le système capitaliste	p. 43
D.O.	
Communisme et/ou féminisme ? Introduction sommaire aux débats du P.C.F. dans les années 20	p. 59
Catherine Verla	
Etre militante révolutionnaire féministe	p. 75
Michel Lequenne	
Surréalisme, sexualité, féminisme et révolution	p. 83
Lettre à une camarade psychanalyste	p. 103
Nous n'oublierons pas	p. 107

Passer vos commandes à la librairie Rouge,
10 impasse Guéménée, Paris 4ème, sur feuille séparée.

L' ARBITRAIRE

« Il se produit depuis quelque temps deux phénomènes tout à fait différents dans nos unités militaires. » En développant cette thèse, le général Lagarde, chef d'Etat-major de l'armée de terre, tend une perche à tous ceux qui sont prêts à accepter « des structures participatives » dans les casernes, sans porter atteinte aux principes de défense nationale.

C'est pourtant ce même général Lagarde qui avait donné le coup d'envoi, lors d'une tournée en Allemagne, de la chasse aux sorcières qui s'est traduite depuis par le recours à la Cour de sûreté de l'Etat et les inculpations que l'on connaît.

Après un mois d'enquêtes, d'arrestations, d'interrogatoires et de perquisitions, le bilan des limiers de Ponia se révèle des plus légers. Les avocats des inculpés, unanimes, ont décidé de rendre publique la vacuité des dossiers ; ils violent ainsi, délibérément, le secret de l'instruction, mais après que les porte-parole gouvernementaux l'ont eux-mêmes violé en invoquant le complot international. Même la presse bien pensante, comme France-soir, commence à s'inquiéter de l'inconsistance des faits reprochés et à s'émouvoir du fait qu'une procédure aussi arbitraire que la Cour de sûreté de l'Etat puisse être utilisée à partir de simples présomptions.

Pour le gouvernement, l'affaire, montée en épingle, vouée au grand spectacle d'une procédure exceptionnelle, tourne mal : elle risque de finir en farce.

Si ce n'est que quinze de nos camarades sont toujours emprisonnés. Qu'ils deviennent de plus en plus des otages, gardés au hasard, pour sauver la face. Et que Lecanu, qui était précipitamment intervenu pour obtenir la libération des patrons arrêtés à propos des accidents du travail, en insistant sur le caractère exceptionnel de la garde à vue, se tait, la boucle, s'écrase, honteusement.

Si ce n'est que la publicité donnée à la répression contre les civils couvre et dissimule l'instauration d'une répression systématique dans les casernes. Moins tapageuses. Mais massive. Conçue pour durer. Il y a déjà plusieurs dizaines de soldats interrogés, frappés de 45 à 60 jours d'arrêts de rigueur, sans procès et sans défense, sans que ça coûte rien à la Sécurité militaire.

Or les conditions de ces arrêts de rigueur, du point de vue des visites, des colis ou du froid, sont infiniment plus rigoureuses que celles de la détention à Fresnes ou à la Santé. Et encore les soldats détenus restent-ils dans une angoissante incertitude : une fois purgée leur peine militaire, l'inculpation en Cour de sûreté de l'Etat peut encore tomber, qui les ferait passer

directement du trou militaire à la prison civile !

Ils ne doivent pas être les oubliés de la solidarité !

D'autant plus que la déclaration du général Lagarde annonce clairement deux poids et deux mesures. Il parle de deux phénomènes dont le premier serait une « réelle entreprise de subversion ». De ce côté-là, il entend continuer à sévir. Le second phénomène résiderait donc dans la revendication de « structures participatives » au sein des casernes. Il insiste sur le fait qu'existent déjà des commissions consultatives. Tendant une perche aux partis de la gauche réformatrice, il note : « Certains estiment que les procédures de désignation devraient être différentes. » Et il renvoie pour finir la responsabilité de trancher sur ce sujet au Parlement et au gouvernement.

Entendons-nous bien. Nous nous sommes déjà prononcés, et nous le maintenons, en faveur d'un syndicat de soldats, unitaire, indépendant de la hiérarchie militaire, et lié au mouvement ouvrier. Au cas où seraient institués des délégués de soldats dans les casernes, les appelés pourraient en profiter pour faire connaître leurs revendications et exiger le respect de leurs droits. A condition que ces délégués soient élus en assemblées de soldats, révocables par elles, et qu'ils n'aient de comptes à rendre que devant elles. Quels sens auraient des délégués désignés ? Les partis de gauche se plieront-ils à cette mascarade ? Et pourtant accepteraient-ils que dans une usine les représentants des travailleurs soient désignés par le patronat et la maîtrise ?

Mais sait-on jamais, puisque les directions réformatrices ont déjà reculé sur la question du droit démocratique à un syndicat de soldats ; comme si le droit d'association promis aux soldats par le Programme commun n'incluait pas le droit syndical (on se demande d'ailleurs ce qu'il peut en ce cas signifier) ?

Pour nous, la réponse aux petites manœuvres du général Lagarde est claire.

Nous n'accepterons de délégués qu'élus et contrôlés par leurs camarades.

Nous continuerons la lutte pour la conquête des droits syndicaux à l'armée.

Nous continuerons à apporter notre soutien aux comités de soldats qui sont, à l'heure actuelle, les forces vives de cette bataille.

Et nous n'accepterons pas que le débat sur les « bons » et les « mauvais » comités que veut ouvrir le général Lagarde fasse oublier le sort des militants et des soldats emprisonnés et l'exigence de leur libération immédiate.

● Noël derrière les barreaux, ça fait drôle. On a beau se dire que dans certains coins du monde, il y a des types qui ont du compter comme ça pas mal de Noëls, il n'empêche que vraiment ce soir là j'ai eu envie d'être dehors et que j'ai hâlé l'armée. (...) Nos conditions de détention sont encore plus strictes, les colis de Noël que nous avons reçu nous ont tous été retirés et nous ne percevons nos crottes au chocolat qu'au compte-goutte. Libéralisme, on nous laisse fumer, mais la détention de briquets et allumettes est prohibée, alors ! J'ai droit aux communications téléphoniques, mais accompagné par les gendarmes. (...) C'est vraiment la chasse aux sorcières dans l'armée actuellement, mais il semble que le pouvoir militaire contrôle mal cette dynamique. Entre les types de la SM (Sécurité militaire) lâchés comme des fauves tout azymuths et qui piétinent chaque jour la légalité (ouverture des lettres, chantages, etc.) et de l'autre côté une partie des cadres qui préféreraient écraser en se limitant à quelques peines de trou,

NOËL AUX ARRETS !

Nous publions ci-dessous les extraits de deux lettres. La première est d'un appelé français en Allemagne, aux arrêts de rigueur pour 45 jours. La seconde est d'un jeune cheminot, également emprisonné dans sa caserne. Ils ne sont pas les seuls. Ainsi, nous venons d'apprendre que Dominique Bertin, postier au centre de tri d'Austerlitz, syndiqué CFDT, parti à l'armée en octobre, purge 60 jours depuis la mi-décembre. Parce qu'il est « sou pçonné », d'être un animateur du comité de soldats de Sedan. Ainsi va la « justice » en galons, qui permet d'emprisonner des appelés durant deux mois, sans aucun jugement et sur de simples présomptions. Ecrivez-lui Conducteur Bertin, 511ème groupe de Transport lourd, ECS 21130 Auxonne.

sans plus, on voit toute la crise de l'armée aujourd'hui (jusqu'à certains cadres qui sont très sympas avec moi !). Les journées sont plutôt monotones, mais on a tous le moral, il s'agit surtout de lutter contre l'ennui, alors il faut

s'astreindre à une discipline intellectuelle (apprendre une langue, lire des bouquins pas cons, faire des poèmes, ...). On a une heure de sortie par jour maintenant, mais si tu veux prendre l'air, faire ta lessive et prendre une douche, c'est dur. (...) Sur ce

je dois vous quitter, c'est l'heure de ma promenade sous escorte. »

● ...Tout va bien. J'ai le moral car je sais que je ne suis pas seul... J'ai prévenu la CFDT Cheminot et les unions locales. J'attends le résultat. Le colonel m'a mis 60 jours (le maxi) (...) A part cela, la vie est belle et je dors toute la journée. Je suis promené uniquement par les engagés et je suis vraiment au secret (...) J'ai demandé à ma mère de m'envoyer quelques bouquins (tu comprends, je suis parti de l'école à 14 ans). Je lis beaucoup cela fait passer le temps. Mais j'ai beaucoup de bouquins aussi je lance un appel. Je promets de les rendre très vite (saul si je prends 10 ans !) (...) Un grand bonjour aux copains, j'ai confiance en vous ! Et écrivez-moi cela me remontera encore plus le moral ! Mais je ne pourrai répondre pour des raisons évidentes. Je sais que j'ai raison.

Interview d'un inculpé libéré

« A Fresnes, le moral de tous les emprisonnés est très bon. Les nombreuses lettres et les télégrammes de soutien y ont largement contribué »

Animateur socio-culturel et militant CFDT de Verdun, Bernard Thierry a été arrêté le 5 novembre à la suite d'une perquisition à son domicile. Incarcéré à Fresnes et libéré le 24 décembre, il répond aux questions de Rouge.

Quelle a été l'attitude des policiers de la P.J. à ton égard ?

Ils ont procédé à une perquisition minutieuse, mais en même temps ils n'ont pas caché leur peu d'enthousiasme pour ce genre de travail. Les flics auxquels nous avions affaire s'apparentaient plus à des fonctionnaires consciencieux qu'à des justiciers fascisants. Leur conscience professionnelle était leur seule et ultime justification. Cette prudence, ce peu d'enthousiasme, nous les avons constatés aussi au cours de notre garde à vue à Verdun et Nancy chez les agents en tenue, et, à un degré moindre, chez les gendarmes du Fort de l'Est. Le premier surveillant que j'ai rencontré à Fresnes n'a pu s'empêcher de s'exclamer : « Si on commence à foutre les syndicalistes au trou, où est-ce qu'on va ?... »

Comment se déroule la détention à Fresnes ?

Les cellules sont très petites. La bouffe ne permet pas de tenir le coup si l'on ne « cantine » pas. La « cantine », c'est le petit commerce organisé par l'administration de la prison. Nos journées étaient bien remplies : lecture de toute la presse, sauf celle de l'extrême-gauche que nous ne réussissions pas à faire entrer, discussions lors des deux heures de promenade et des deux heures de réunion quotidiennes. A partir du 24 décembre, nous avons obtenu que ces réunions soient prolongées de deux heures.

Promenades et réunions regroupaient les détenus du régime « spécial », c'est-à-dire les « démoralisateurs de l'armée » et Loquet, militant breton du FLB. Deux détenus ont souffert du manque de soins médicaux. Loquet, victime de crises d'hypertension régulières avait un mal fou à obtenir la dose de médicament nécessaire et n'y parvenait jamais le dimanche. Armand Creus de Lyon souffrait d'eczéma intestinal. Souffrant depuis son incarcération, il demandait l'infirmerie. Le 24 décembre, il faisait une chute de deux mètres et se heurtait violemment l'arrière de la tête. Alors seulement il fut conduit à l'hôpital.

Les premiers camarades emprisonnés ont souffert de leur isolement. Ils n'ont pu obtenir la presse, un transistor et du courrier qu'après une semaine de détention. Ainsi, isolé de tout, y compris des autres « politiques », Gérard Jussiaux était dans une situation particulièrement pénible. Ensuite, le moral de tous les détenus a été très bon. Les nombreuses lettres et les télégrammes de soutien y ont largement contribué. Si, comme nous pouvons le craindre, le pouvoir veut isoler un « noyau dur », la détention des camarades sera moralement difficile. C'est pourquoi correspondre avec eux est une des formes importantes de la solidarité.

Avez-vous eu des contacts avec les « droit commun » ?

Quasiment pas. Les surveillants croyaient nous faire plaisir en nous évitant toute

rencontre avec eux, en nous montrant qu'ils faisaient une nette distinction entre eux et nous. Nous aurions surtout souhaité discuter avec Pierre Golmann détenu lui aussi à Fresnes, et dont nous avions pu nous procurer le livre. Ceux qui l'avaient lu étaient enthousiastes. Au cours d'une promenade, Jussiaux et moi avons communiqué par dessus un mur avec Simon et Caillet, insoumis. Nous avons constaté que les déserteurs étaient nombreux et que, parmi les détenus, il y avait une forte proportion d'étrangers, particulièrement arabes.

Comment s'est déroulée ton instruction ?

Le juge Gallut m'a surtout interrogé sur la saisie à mon domicile de quelques journaux de comités de soldats. J'ai donc été amené à expliquer dans quelles circonstances les appels avaient sollicité le soutien de la CFDT et à montrer aussi, à partir de l'exemple de la répression qui avait frappé le sergent Camier, que les démoralisateurs ne sont pas ceux qu'on pense !

Et la riposte, localement ?

Dès l'arrestation de Claude Baudoin et de moi-même, l'UIS-CFDT de Verdun, l'UD de la Meuse appuyées par l'Union régionale ont riposté énergiquement : harcèlements, coups de téléphone, délégations au commissariat de Verdun puis à la P.J. de Nancy. Après une manifestation CFDT le 6 à Nancy, il y eut une manif CFDT, CGT, FEN, PC, MRG et PSU le 8 à Verdun. Trois pétitions ont circulé. Un tract expliquant les positions de la CFDT sur le soutien

aux appelés a été mis à la disposition de toutes les sections du département. Le 12, une assemblée générale CFDT de Verdun a réaffirmé le travail en direction des appelés en les restituant dans le cadre d'ensemble du travail de l'UIS.

Quelle fut l'attitude de la CGT, du PS et du PC ?

La CFDT a eu beaucoup de mal à organiser des initiatives unitaires. Le PC auquel se rallièrent CGT et PS, refusa la lecture du communiqué d'un comité de soldats soutenant les emprisonnés. L'UD-CGT et les sections départementales du PC, du PS, de la FEN et du MRG ont envoyé une lettre incendiaire à notre UD parce qu'elle avait pris la parole à la fin d'une manif à Bar-le-Duc le jeudi 11 en demandant qu'on nous envoie des télégrammes de soutien. Des membres du PS et de la CGT m'en ont envoyé. Plusieurs militants du PS ont eu une attitude très critique face aux dérobades de leur direction.

Quelles sont les conséquences de la répression pour la CFDT ?

La CFDT a réussi à mobiliser une frange plus importante que d'habitude. Perquisitions et arrestations, loin d'arrêter le soutien de la CFDT aux appelés, ont rendu la population plus réceptive. Le dispositif de soutien aux appelés a été renforcé. Bien sûr, la mobilisation continue : Claude Baudoin et les 14 autres sont toujours incarcérés. Les 47 inculpations ne sont pas levées bien que les dossiers soient vides. En Meuse, nous sommes décidés à ne pas en rester là.

LES 22 AVOCATS OUVRIRONT LES DOSSIERS !

Les 22 avocats des soldats et militants inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « entreprise de démoralisation de l'armée » ont fait savoir après Noël qu'ils ouvriraient les dossiers de l'instruction.

● En principe, même pour la Cour de sûreté de l'Etat, l'instruction doit rester secrète. Mais on a vu quel cas le gouvernement faisait de sa propre légalité, n'hésitant pas pour justifier sa campagne, à sortir des dossiers de l'instruction des citations tronquées, voire purement et simplement falsifiées. C'est ainsi qu'une phrase d'un tract du comité de soldats de Cazaux, parlant de retourner les fusils contre les exploités a été présentée comme un mot d'ordre demandant aux appelés de retourner leurs armes contre les officiers... Mais décider d'ouvrir les dossiers, c'est aller au-delà. Car ces dossiers sont vides. Et certaines bonnes âmes de la bourgeoisie, des éditorialistes de France-soir aux présidents des deux Assemblées s'en sont déjà émuës. Pourtant Chirac et sabande continuent l'intox. N'explique-t-on pas ces derniers jours dans les allées du pouvoir que Gallut serait « épouvanté » par ce qu'il aurait découvert ? Les ouvrir c'est dénoncer une farce sinistre où le « complot » n'est plus qu'un délit d'opinion.

C'est éviter que sur des dossiers vides — et à huis clos, pourquoi pas ? — une juridiction aux ordres puisse condamner à des peines de 5, 10 ans, pour « l'exemple ». Face à ces dossiers vides, les réformistes du PS et du PC endossent une lourde responsabilité, eux qui se contentaient avec retard de demander la libération des emprisonnés, sans exiger l'arrêt des poursuites...

COMMUNIQUE DES AVOCATS

● Les 22 avocats de la défense estiment sans plus devoir attendre déclarer unanimement :

1) Ne plus être lié par le secret de l'instruction auquel il a été gravement porté atteinte par l'exploitation gouvernementale de documents isolés, l'intérêt et l'honneur de leurs clients demandant l'information complète de l'opinion publique ;

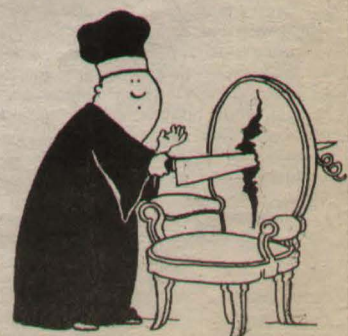
2) qu'il ressort du dossier d'instruction tel qu'il est constitué à ce jour qu'il n'existe aucune entreprise de démoralisation de l'armée en vue de nuire à la défense nationale dont seule l'existence aurait pu justifier la saisie de la Cour de sûreté ; 3) que les poursuites actuelles constituent donc un détournement de pouvoir judiciaire servant d'alibi à une véritable « chasse aux sorcières » et à l'instauration du délit d'opinion. Ils dénoncent les dangers de telles grandes manœuvres politiques développant en France un système de répression contraire à tout Etat de droit et aux libertés démocratiques et syndicales par l'usage arbitraire de prérogatives policières exceptionnelles et la détention provisoire.

Ils attirent à nouveau et solennellement l'attention de l'opinion publique sur le péril que constitue l'existence de juridictions d'exception telle que la Cour de sûreté de l'Etat condamnée nécessairement à servir d'instrument politique entre les mains de gouvernements sans égards à l'intérêt réel de la nation et aux libertés individuelles dont le mépris peut entraîner des conséquences tragiques et, hélas, définitives.

1 de perdu, 14 de retrouvés !



Vous voyez bien, le dossier est vide !!





C'était le 24 Décembre au soir, vers 22H 30, sur le parvis de Notre-Dame à Paris. Autant de sapins que d'emprisonnés, de lachers de tract, une banderole suspendue à l'aide de ballons, des mots d'ordre, un défilé jusqu'aux grilles de la Cathédrale où s'étaient enchaînés quelques militants...En interrompant ainsi la crèche vivante patronnée par Radio-France, le Comité National pour la libération des emprisonnés prouvait que la solidarité restait active malgré les ripailles et la « trêve des confiseurs ». Déjà, l'après-midi, différentes actions s'étaient tenues dans Paris, particulièrement devant les Grands Magasins où une dizaine de pères Noëls faisaient signer la pétition nationale : elle reçut 600 signatures en deux heures. Le 31 au soir sera l'occasion de répéter avec plus de force encore la même démonstration.

**LIBÉREZ
LES SOLDATS
ET LES
MILITANTS
EMPRISONNÉS**
arrêt
de toute
poursuite
droit
d'expression
et
d'association
à l'armée

Comité national
pour la libération
des soldats
et des militants
emprisonnés

Secrétariat : 10, rue de la République
75010 Paris
Tél. 32.76.09



C'est l'affiche du Comité National pour la libération des emprisonnés, tirée à 50.000 exemplaires. Avec la pétition, pour laquelle l'objectif est d'un million de signatures, elle doit être une arme dans la campagne de solidarité.

Signatures à envoyer à Politique-Hebdo, 14-16 rue des Petits-Hôtels, Paris 75010.
CCP avec mention « pour le comité national pour les emprisonnés » : 32.760-99 La Source.

Une lettre d'un des emprisonnés « embastillés » pour simple délit d'opinion

Hôpital de Fresnes, le 29 décembre 75.

Chers camarades et amis,
Trois jours de garde à vue, 12 jours de prison dont 7 en observation à l'hôpital, suite à une chute malencontreuse dans la cellule que je partageais avec D. Sammartino et Ali Touati, voilà où j'en suis depuis ce lundi 15 décembre où sonna « l'heure du laitier ».

Rage contenue, détermination et...solitude sont, je crois, des sentiments que nous partageons tous. Certains, tel Jussiaux, ça va bientôt faire un mois qu'ils sont là ! (...)

L'insupportable, c'est l'arbitraire total de ces inculpations devant une juridiction d'exception, machinerie judiciaire à la botte du régime pour régler ses comptes politiques.

Nos avocats, unanimes, l'ont dit, les dossiers sont vides ! L'instruction repose sur des rapports de basse police même pas rafraîchis ! En fait ce qu'on nous reproche à nous, syndicalistes CFDT ou CGT, militants politiques PSU, LCR, IDS, CDA ou libertaires, c'est d'avoir soutenu dès la première heure, sans tergiversations ni arrière-pensées les luttes des soldats pour leurs revendications légitimes de travailleurs sous l'uniforme, de citoyens à part entière. C'est d'avoir défendu tout particulièrement leurs droits démocratiques élémentaires d'association formalisés par l'existence de comités et affirmés dans la volonté de création d'un syndicat unitaire de classe des soldats, cherchant naturellement l'appui du mouvement ouvrier. Ce travail de solidarité, nous l'avons fait au grand jour, sans masques, comme en témoigne le contenu des publications légales diffusées depuis plusieurs mois par nos différents mouvements, publications qui se trouvent être aujourd'hui — comble de l'ironie — les pièces à conviction

« Nous sommes les otages du gouvernement »

du noir « complot-contre la défense nationale-et-la-sécurité-de-l'Etat » que nous fomenterions.

En fait, nous sommes les otages de la hiérarchie militaire et du gouvernement car embastillés pour simple délit d'opinion ! (...)

Ce qui est grave, c'est que ce régime mal élu, minoritaire dans le pays réel (celui des forces vives des travailleurs et de la jeunesse) en profite pour porter une attaque directe contre le mouvement ouvrier, sans précédent depuis longtemps.

Ainsi, la lutte engagée pour notre libération et la levée des inculpations recouvre un combat fondamental pour le mouvement ouvrier dans son entier : ce sont ses capacités à stopper net cette « fuite en avant » répressive du régime qui sont en jeu. Hélas, engagée dans la division, la riposte montre que la partie est loin d'être gagnée...

Voilà sur quoi porte notre attention à l'écoute de la radio et à la lecture des journaux (Libé, l'Huma, Le Monde, PH, mais TS et Rouge ont visiblement du mal à arriver). Telles sont nos préoccupations et nos débats lors de la promenade collective (entre quatre murs toujours ! chaque matin et pen-

dant les deux heures de réunion qui nous sont accordées l'après-midi.

Ces réunions avec les séances au « parloir » sont précieuses pour tenir le coup, pour le moral. Nous nous efforçons de discuter aussi d'« autre chose », de tout et de rien, et l'humour a toute sa place ! Surtout, les problèmes privés, peu à peu, naturellement, sont pris en charge par tous. Oui, ici, nous sommes des inconditionnels de la solidarité ! On partage tout : linge, brosse à dents et rasoirs (car il en manque !) et dans la mesure du possible... la solitude.

Personnellement, ce qui m'a le plus réconforté en ce Noël lugubre d'hôpital, en plus de l'annonce des libérations intervenues et de la chouette initiative du Comité national de soutien à Notre-Dame, c'est la réception d'un colis que les camarades m'ont fait parvenir avec un mot fraternel. Plus que les « victuailles », ce geste et ce message (alors que je n'ai toujours pas reçu de courrier privé depuis dix jours) resteront mon cadeau précieux de ce Noël peu banal ! J'en profite pour remercier les copains.

Enfin, en tant que militant révolutionnaire, il faut ajouter autre

chose. Un emprisonnement, ça vous arrache brutalement à ceux qui vous sont chers. Ça vous arrache à la vie parce que ça vise à briser vos raisons de vivre et de lutter. Ça vous plonge dans un univers grisâtre et froid des cellules, couloirs, serrures, murs, grilles et clés où l'espace et le temps, les mouvements vous sont imposés, mesurés avec minutie (Rien n'est « gratuit », au propre et au figuré). (...)

Cette institution répressive de l'Etat bourgeois qu'est la prison, ce monstrueux corps séparé — machine à briser les individus et qui ne vise en rien à les « réinsérer » — apparaît comme l'envers du décor de la société bourgeoise dont les mécanismes d'exploitation et d'oppression s'éclairent d'ici, sans fioritures, crûment.

Pouvoir saisir cette réalité, comprendre qu'elle existe aussi dans des conditions autrement plus pénibles pour les « droit commun » et pour des milliers de militants, de travailleurs, de jeunes, ailleurs dans le monde dit « libre », c'est déjà une arme pour nous, militants révolutionnaires, une confirmation et un affermissement de nos engagements, un précieux encouragement pour poursuivre, à travers ça aussi, le combat commun pour le socialisme.

Alors que je suis isolé depuis sept jours, vous avez écrit cette lettre et pour moi une véritable « bouffée d'air frais ». J'espère aussi que ça peut être utile dans la campagne pour la libération de tous les emprisonnés et pour l'obtention du légitime droit d'organisation pour les soldats.

Salutations fraternelles et communistes (c'est à dire aussi et évidemment antimilitaristes)

CREUS Armand
Détenue n° 652.596
Division 1. Cellule 93
Fresnes

LA CFDT ET L'ANTI-MILITARISME

« L'avenir de l'engagement de la CFDT aux côtés du mouvement des soldats dépend de la clarification du débat dans cette centrale syndicale ».

■ Le coup de force du pouvoir semble pour l'instant freiné. Mais pour déjouer toute nouvelle provocation comme pour arracher des prisons jusqu'au dernier emprisonné, nous devons continuer à tout faire pour que se dresse un front uni de l'ensemble des organisations ouvrières pour la libération des emprisonnés, pour la suppression des tribunaux d'exception, pour les droits démocratiques, et en particulier du droit d'association pour les soldats. Mais si cela reste la tâche prioritaire, il est important parallèlement de mener le débat sur le fond du problème : l'anti-militarisme.

Quel syndicat de soldat ?

Les partis signataires du programme commun avaient à l'unisson condamné l'initiative du

firmait nettement une position favorable au syndicat de soldat, en précisant même du type « de l'UNEF à la belle époque ». Mais il ne se démarquait tout aussi nettement de l'anti-militarisme et faisait valoir qu'« un syndicat est autrement plus démocratique qu'un comité informel qu'on peut aisément manipuler ». Pourtant, il ne semble pas avoir convaincu ni le pouvoir ni les partis de gauche sur les avantages d'un syndicat de soldats. C'est que « la gauche parlementaire » ne propose en fait derrière le vocable des comités que des organismes corporatistes des soldats, structures de participation-concertation avec la hiérarchie, mais non des structures de lutte des soldats. Or, qui dit syndicat, dit organisation de lutte. Certes, on peut imaginer un « syndicat présidé par Bigeard » selon l'expression commune à Marchais et Chevènement,

comme l'URP-CFDT de parler de syndicat de classe des soldats de peur de paraître trop anti-militariste alors même que le parallèle avec l'UNEF évoque la résistance active à la guerre d'Algérie et les barricades de mai 68. Entre « un syndicat de masse et de classe » et « un syndicat corporatiste présidé par Bigeard » y aurait-il une troisième voie possible ? Laquelle ?

L'armée n'est pas neutre

Pour le PS et le PC, la lutte des classes doit s'arrêter aux portes des casernes et plus généralement aux portes de l'Etat qu'ils entendent demain transformer progressivement de l'intérieur. Pour nous, anti-militaristes, elle doit se développer au sein même de l'Etat et en particulier dans son dernier « rempart », l'armée, que

son salaire et améliorer ses conditions de travail, mais cela veut aussi dire qu'il adhère à un syndicat de classe et se sent donc solidaire du combat de l'ensemble des travailleurs, plus encore cela signifie qu'il adhère à un syndicat qui lutte pour « le socialisme auto-gestionnaire »... au fait c'est quoi l'auto-gestion à l'armée ? L'armement des travailleurs eux-mêmes ?

Alors pourquoi dénoncer l'anti-militarisme ? Qu'est-ce que l'anti-militarisme et le militarisme pour la direction de la CFDT ? Est-elle d'accord avec la motion de la Fédération HACUITEX qui déclare : « Dans le système capitaliste l'armée n'est pas neutre, elle est le plus souvent utilisée comme moyen de répression à l'encontre de la classe ouvrière, il est nécessaire que s'y organise et s'y développe la lutte des classes dans l'intérêt des travailleurs ». Autant de questions que ne manqueront pas de poser les milliers de militants CFDT qui lors des manifestations criaient « Sous l'uniforme, soldat, tu restes un travailleur ! » « Liberté syndicale à l'usine et à l'armée » « Bigeard au ministère, tu restes un tortionnaire ».

Des paroles aux actes

De la clarification de ce débat dans la CFDT dépend en effet en partie l'avenir de l'engagement de la centrale aux côtés du mouvement des soldats. En effet, si la direction confédérale souligne à juste titre, qu'il ne s'agit pas de créer des syndicats CFDT à l'armée, elle ajoute « Il ne nous semble pas qu'il nous appartienne de contribuer à la construction d'un syndicat unitaire des soldats ». Position pour le moins ambiguë... Il n'appartient pas plus à la CFDT qu'à une autre organisation de constituer un syndicat de soldats à la place du mouvement des soldats lui-même. Mais, si l'existence d'un syndicat de soldats est l'intérêt des travailleurs eux-mêmes et pas seulement des soldats, il est du devoir des confédérations ouvrières d'aider activement à sa création. D'autant que sans l'appui direct du mouvement ouvrier, le mouvement des soldats aura bien du mal à imposer la reconnaissance de ses droits démocratiques. C'était bel et bien la double signification des actions de solidarité engagées à Besançon, Bordeaux, Chaumont, Verdun, en Seine St Denis... La confédération, va-t-elle poursuivre dans cette voie, ou, sur le coup de la répression, va-t-elle freiner les initiatives de sa base ?

R. Yvetot



Manifestation pour la libération des emprisonnés (21.12.75)

comité de soldats de Besançon en dénonçant derrière le syndicat de soldats l'anti-militarisme caché. Pourquoi pas la grève aux armées ! La commission exécutive de la CFDT prit d'abord ses distances vis-à-vis de l'initiative soutenue par l'UL de Besançon, en rappelant que « Toute initiative précipitée peut aller à l'encontre du but officiellement poursuivi ». Son recul lui fut d'ailleurs reproché par de nombreuses structures syndicales dont la Fédération HACUITEX qui « regrettait que les confédérations ouvrières et les principaux partis politiques de gauche n'aient pas soutenu cette initiative... ». Puis Edmond Maire, comprenant que face aux coups de la répression il lui fallait assumer une position reprise par nombre de structures syndicales, réaf-

mais on voit mal sa fonction par rapport à l'armée elle-même. Par contre, on voit bien un syndicat « type UNEF belle époque ». C'est-à-dire, un syndicat non corporatiste ayant certes pour activité principale la défense des revendications immédiates des soldats mais inscrivant dans cette lutte dans le combat plus général des travailleurs pour le socialisme. Un syndicat dont la nature de classe tiendrait moins à sa base sociale qu'à son indépendance vis-à-vis de l'institution militaire et donc de la hiérarchie en tant que telle et à ses liens avec des organisations syndicales ouvrières. Comme « l'UNEF de la belle époque ! » Un syndicat qui participerait activement à un nouveau mai 68 en somme !

Mais alors pourquoi refuser

la classe ouvrière devra briser si elle ne veut pas être brisée par elle. Mais cela n'implique pas la lutte individuelle contre les officiers traités indistinctement de « crevures » cela implique la lutte contre l'institution elle-même pour la rendre incapable aujourd'hui de briser les grèves, demain d'écraser la classe ouvrière ou d'intervenir contre un Etat socialiste. C'est au cours de cette lutte que pourront être gagnés individuellement des officiers au combat de la classe ouvrière.

Et ce n'est pas ainsi qu'il faut comprendre la position de la CFDT favorable à la syndicalisation des officiers « comme de tout fonctionnaire ». En effet, si un capitaine adhère à la CFDT, c'est sans doute qu'il veut s'organiser pour augmenter

RENAULT LE COUP DE FORCE DU PATRONAT

En pleines fêtes de Noël, 300 personnes et 40 camions mobilisés pour déménager des outils de plusieurs dizaines de tonnes. Pour tenter de casser une grève, la direction n'a pas reculé sur le choix des moyens.

■ La grève est partie au début des presses, ceux-là même qui avaient déclenché la lutte en 1973. Elle est partie dans une équipe le 18 décembre, s'est étendue à toutes les équipes dans la nuit du 23 au 24 décembre : cela représentait 300 ouvriers en lutte. La revendication principale était constituée par l'incorporation de la prime de risques — 65 Frs — au salaire ; elle était d'autant plus ressentie que le secteur des presses connaît une restructuration déjà marquée par le départ de machines pour Douai, entraînant des mutations vers d'autres ateliers et la suppression de la prime. En fait, cette revendication conduit au bouleversement de la grille des salaires, car l'incorporation de la prime sur les salaires signifie le coefficient 180, c'est-à-dire l'appartenance à la catégorie des P1. Même si les ouvriers des presses n'avançaient pas consciemment cet objectif, à l'opposé des caristes en février dernier, la direction restait intransigeante car derrière l'augmentation de 65 Frs par mois, il y avait la boule de neige du bouleversement de la grille indiciaire.

A la fois par la nature de ses revendications, par le peu d'informations diffusées par les directions syndicales — un seul demi tract CGT entre le 18 et le 24 — et par l'approche du pont de Noël, le mouvement des presses a constitué jusqu'au 24 un conflit localisé et isolé.

La venue du prince

C'est la direction de la Régie qui, à partir du 24, changea délibérément et à froid les données du problème. Les modalités de l'offensive patronale sont connues, à savoir le départ nocturne et clandestin pendant le pont de Noël des outils des presses. Une manière de faire encore jamais vue à Billancourt. Quelques opérations avaient été tentées dans les années passées. Mais elles ne concernaient que quelques outillages très spécialisés. Vider les outils des presses, c'est vider de l'île Seguin, le cœur de la fabrication de la carrosserie.

La coïncidence de cette attaque patronale, avec l'arrivée sur le trône du nouveau PDG de la Régie, pour ce même jour du 24, n'est pas fortuite. C'est effectivement un coup monté destiné à prouver aux travailleurs et aux organisations ouvrières qu'une nouvelle direction s'installe à la Régie.

Face à la grève du 12, la direction de la Régie applique la tactique gouvernementale : demeurer intransigeant et signifier aux organisations ouvrières, ainsi qu'aux travailleurs, qu'il faut viser très haut pour vaincre.

Le gouvernement a choisi sciemment de faire un exemple de la grève des 300 ouvriers du 12, utilisant des moyens d'action jusqu'ici réservés au pire patron de combat.

L'initiative de la direction de la Régie répond ainsi à des données plus spécifiques de l'usine.

- Prouver le resserrement des liens, s'il en était besoin, entre le gouvernement et la direction. Un membre du cabinet du ministre de l'industrie l'a écrit franchement dans l'hebdomadaire américain Business Week : « avec le départ de Dreyfus, la nature des rapports entre l'entreprise et le gouvernement ne peut que changer. Et quelles que soient les qualités de Vernier-Palliez cela dépendra moins de lui ».

- Préparer la restructuration de la Régie et en particulier relativiser le rôle, dans la production, des bastions les plus combattifs comme Le Mans et Billancourt. Dans ce cadre le déménagement des outils des presses n'est pas seulement une manœuvre

momentanée de la direction : il signifie que la Régie pourra de plus en plus se passer des outils de production de l'île Seguin. La menace de faire sous-traiter les tâches effectuées par les ateliers de presse doit être prise très au sérieux et exige une riposte adéquate.

- Briser le regain de combativité ouvrière qui se manifeste depuis septembre 74 au travers de multiples actions et notamment de la lutte contre le licenciement de Le Guyader. Des prévisions confirmées de reprise dans la branche automobile conduisent à envisager le mûrissement de cette combativité ouvrière, et c'est bien ce que craint la direction de la Régie.

Voilà pourquoi dans le droit fil de Giscard, Chirac, Ponia, la direction de la Régie se devait de frapper fort. En fait, ce coup monté est tellement transparent qu'il faut être singulièrement aveugle pour y voir un piège.

« Un conflit localisé »

En faisant un tel coup de force, la direction de la Régie avait lancé un avertissement cynique aux directions syndicales : débrouillez-vous pour en finir avec ces grèves bouchons qui paralysent la production ; si vous n'êtes pas « responsables » nous nous donnerons les moyens de continuer à produire, quitte à kidnapper les outils pour les faire tourner ailleurs, à prix d'or.

Comment les directions syndicales y ont-elles répondu ? La situation objective était certes difficile, en pleine période de fêtes de fin d'année. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles n'ont pas cherché à faire monter les enchères, en répétant qu'il s'agissait d'un conflit localisé et que si quelqu'un cherchait à en faire une affaire nationale ce ne pouvait être que la direction. De plus, dans leurs explications, elles ont tout axé sur le retour des outils, estompant en fait les revendications avancées initialement par ceux du 12.

Où en sommes nous ?

Au moment où nous terminons cet article, le lundi 29 au soir, beaucoup de choses demeurent encore en suspens, mais on peut d'ores et déjà faire plusieurs constations :

- Les ouvriers du 12 se sont présentés au travail ce lundi, et ils ont exigé le retour des outils. Sur place, ils se sont partagés tout le travail possible avec les rares machines utilisables qui n'avaient pas



été déménagées. Ils ont exigé de demeurer ensemble sur le lieu même de leur atelier.

- Aux négociations, la direction a proposé une garantie de ressources pour les ouvriers du 12 en cas de mutation ou de maladie. Toutefois, cela ne correspond pas à la revendication initiale d'intégration des primes dans le salaire, qui risquait si elle était obtenue de faire boule de neige dans d'autres secteurs de l'usine. Et cette garantie verbale reste précaire : Si l'un d'eux est muté dans un autre département, qui lui garantira dans un an ou deux que son salaire ne sera pas amputé ?

Que va-t-il se passer dans les jours qui viennent ? La direction, profitant de la période et de l'effet de surprise, a mené son offensive sans grande riposte de masse sur l'entreprise. Elle a le choix aujourd'hui entre deux voies :

- Soit elle estime avoir suffisamment marqué le coup et elle décide de ramener les machines. C'est ce qu'ont annoncé les directions syndicales pour mardi. Dans ce cas, il est probable que ces dernières pousseront à l'arrêt définitif de la grève et à la poursuite du travail. Mais la combativité de ceux du 12 n'exclut pas qu'il leur arrive quelques surprises.

- Soit la direction cherche à poursuivre l'avantage : elle ne rapatrie aucune machine ou seulement une partie d'entre elles. Elle cherche à disperser pour un temps ceux du 12 dans d'autres ateliers et elle va jusqu'à faire tourner les machines déménagées pour produire des pièces. Cette hypothèse ne peut pas être exclue à l'heure qu'il est. Elle serait un défi à tous les travailleurs de la Régie, un précédent redoutable dans la répression anti-grève. Elle nécessiterait une riposte d'ensemble des travailleurs : aucun ouvrier ne doit accepter de faire tourner une machine déménagée d'un atelier en grève ! Aucune pièce ainsi fabriquée ne doit être acceptée par ceux de Renault !

Quoi qu'il en soit, cette attaque confirme la politique gouvernementale après Chausson, Usinor, Air France et le Parisien Libéré. Elle confirme aussi les appréhensions de la direction de la Régie qui craint une lutte d'envergure en 76, avec la reprise des ventes automobiles, et qui cherche préventivement à marquer des points à un moment où existe avec l'affaire Le Guyader, et d'autres luttes, un réveil de la combativité à Billancourt.



le numéro 6
est encore
disponible

interview du délégué du foyer Romain Rolland

« On est 33 foyers en grève mêmes revendications »

Une grande tour au milieu d'une cité HLM : sur 13 étages, c'est le foyer Romain Rolland à Saint-Denis. C'est là que la Sonacotra loge plus de 300 travailleurs immigrés, à l'écart des Français.

La vie au foyer ? C'est d'abord un loyer exorbitant pour une chambre minuscule : six mètres carré, une pièce tout en long, où il y a à peine la place de se remuer entre un petit meuble et le lavabo. Des cloisons en contreplaqué qui laissent passer tous les bruits. Et 27.000 AF à payer tous les mois pour ça ! « J'ai deux gosses en Algérie, explique un résident, si ça continue comme ça, je n'arriverai jamais à les élever. Pour m'acheter une veste, il faut que j'économise pendant trois mois... » La vie au foyer, c'est aussi le règlement intérieur Sonacotra : un modèle du genre : pas le droit de recevoir des visites après 22 heures ; pas le droit de faire de réunion politique, etc. Par contre, le gérant, lui, a le droit de rentrer à n'importe quel moment dans n'importe quelle chambre, si ça lui chante...

En janvier 75, quand la direction, sans prévenir, a annoncé qu'elle augmentait les loyers, la lutte a commencé à Romain Rolland. Ce n'était pas la première fois : déjà en 71, les résidents avaient fait la grève ; mais le gérant avait réussi à les diviser, à acheter leurs délégués et, finalement, à casser la lutte. Aujourd'hui, ce n'est plus pareil : le mouvement est mené dans l'unité ; il s'est construit sur du solide. Et cela fait maintenant près d'un an qu'il tient bon.

Un délégué du foyer répond ici aux questions de copains de la L.C.R. qui participent au comité de soutien.

Onze mois de grève, c'est long. Peux-tu expliquer comment a démarré la lutte ?

● C'est parti d'une augmentation des loyers décidée derrière notre dos par la direction. Quand on l'a apprise, on a réagi, à quelques uns, en tirant tout de suite un tract pour dénoncer cette augmentation. Comme on savait qu'il y avait déjà un foyer en grève, nous sommes allés les voir, et nous avons discuté avec les délégués pour demander leur aide. Nous avons rédigé un tract, ou on disait : Non à l'augmentation, oui à nos revendications. On l'a donné à la CGT pour l'imprimer. Mais là, on s'est aperçu qu'ils ont changé ce qu'on avait écrit...

Sur quels points par exemple ?

● Ils ont ajouté une phrase sur le soutien des « organisations démocratiques » ; et puis ils ont parlé d'un statut spécial pour les immigrés, qu'ils présentaient comme la seule solution. Alors on a dénoncé leur attitude.

Comment vous êtes vous organisés entre résidents à Romain Rolland ?

● Nous nous sommes organisés dans le foyer, étage par étage. En fin de compte, on s'est mis d'accord pour mettre toutes les revendications ensemble. Au début, tu vois, il y a eu des

difficultés. Le directeur est un raciste, colonialiste, un provocateur, tout ce que tu veux... Quand on a déclenché la grève, il a essayé de la casser en nous divisant. Aux travailleurs africains noirs, il a dit : « Vous vous êtes propres ; les Algériens, eux, ils sont sales. » Avec nous, il a fait la même chose en disant : « Les Africains, c'est des sauvages. Moi j'ai vécu en Algérie. Les Algériens je les connais, je les comprends. Méfiez-vous des Africains... » Il a même essayé de diviser les Algériens entre eux en disant : « Toi, t'es kabyle, toi t'es arabe... »

Beaucoup de gars se laissaient influencer. Pour réagir contre ça, nous avons fait des réunions étage par étage pour expliquer qu'il ne fallait pas nous laisser diviser. Nous avons dit : si on veut gagner, il faut s'organiser ; il faut l'union de tous les résidents. On a tous les mêmes intérêts. La Sonacotra profite de nous ; le gérant est payé sur notre dos. Il faut être contre le gérant, contre la Sonacotra.

Finalement, après quatre mois de lutte et d'explication, on s'est mis d'accord pour être tous ensemble, on s'est organisé.

Vous avez eu une rencontre, au début, avec la Sonacotra ?

● Oui, à la mairie de Saint-Denis pour engager les négociations. Mais la Sonacotra a prétendu que le comité

des délégués de Romain Rolland n'était pas « représentatif ». Finalement, on n'a rien eu de ce qu'on demandait. Alors, on a dit aux résidents : Il faut continuer la grève ; il faut nous organiser et étendre la lutte.

Et vous êtes allés prendre contact avec d'autres foyers...

● On a commencé par le foyer de Nanterre, où il y a 1040 personnes. On a distribué des tracts, on a discuté avec des camarades, on leur a expliqué ce qu'on voulait. Une semaine après, il déclenchait la grève. Pour aller plus loin, on est allé voir Bagnolet, Montreuil... Finalement, on s'est retrouvé à 12 foyers en grève. On a alors décidé de créer un comité de coordination.

En fait, il a existé pendant un moment, deux coordinations : l'une regroupée sur la plate-forme de Romain Rolland, l'autre sur celle de Nanterre. Pourquoi cette situation, et comment ont-elles décidé de se rejoindre ?

● Au début, une partie des foyers était organisée sur notre plate-forme et d'autres (une douzaine à peu près) regroupés de leur côté. Ils croyaient au départ qu'on était manipulés et ils avaient décidé de créer leur propre coordination. Nous, on s'est mis en contact avec eux. On a vu qu'il n'y avait pas beaucoup de divergences entre ce qu'ils proposaient et ce que nous proposions. On les a donc invités à une réunion qui s'est tenue au foyer Romain Rolland. Après une discussion de six heures, on s'est mis d'accord avec eux pour créer un comité unique de coordination. C'est comme ça qu'on est maintenant 33 foyers en grève et qu'on est mobilisés sur les mêmes revendications, face à la Sonacotra.

A propos des revendications, tu as parlé tout à l'heure de la proposition du « statut démocratique » pour les immigrés défendue par le PCF et la CGT. Quelle est votre position là-dessus ?

● Nous, on revendique l'égalité complète des droits pour tous les travailleurs. En ce qui me concerne, je suis contre un statut spécial pour les immigrés. Le PC ne veut pas qu'on ait les mêmes droits politiques que les Français. Ils disent : vous êtes des étrangers. Là-dessus, ils sont vachement nationalistes. Nous, on travaille ici, on estime que c'est normal pour tous les travailleurs d'avoir les mêmes droits.

Les revendications des résidents

Depuis le 6 Décembre, une seule coordination qui regroupe 31 foyers (sur les 33 de la région parisienne) a été reconnue par tous les résidents comme leur seul représentant véritable face à la Sonacotra. Elle avance la plateforme suivante, commune à tous les foyers :

1) « La reconnaissance par écrit du comité de coordination et des résidents de chaque foyer.

2) Pour tous les foyers SONACOTRA, que le tarif actuel des loyers soit réduit de 50% et bloqué.

3) Le changement du règlement intérieur et la reconnaissance par la SONACOTRA et par écrit des points suivants :

- Droit de visite 24 H sur 24, sans différence de sexe ;
- Droit de réunion et libre expression ;

- Droit de passer des films avec débats libres et autres activités culturelles ;

- Interdiction pour tout individu, de pénétrer dans les chambres sans accord ou présence du locataire ou du comité des résidents ;

- Pas d'expulsion de locataire sans l'accord du comité des résidents ;

- Droit à un tableau d'affichage libre à la disposition des locataires ;

- Affichage des chambres vides et attribution aux premiers demandeurs (et non à la tête du client) ;

- Assimilation du statut de résident à celui de locataire.

- Changements de tous les anciens gérants et remplacement par des concierges ;

- Le budget d'animation doit être porté à la connaissance des résidents par affichage et doit être géré avec la collaboration du comité des résidents.

- Les bénéfices du bar doivent être intégrés dans le budget animation. »

Au foyer Romain Rolland, vous vous êtes dotés d'un comité de soutien. Quel est son rôle, à ton avis ?

● Le comité de soutien existe depuis quatre mois. Ce n'est pas une somme d'organisations politiques et syndicales solidaires de notre grève, mais il regroupe des militants de diverses organisations (et notamment de la CFDT) qui acceptent de populariser la lutte auprès des habitants du quartier.

sur les

POINTS CHAUDS



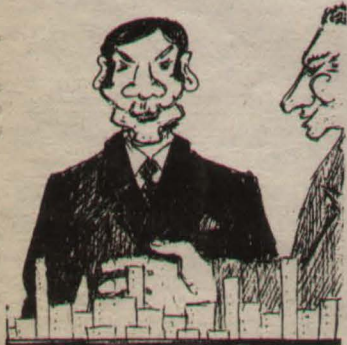
Vous avez de nouveau rencontré la Sonacotra, il y a une dizaine de jours, avec la coordination de tous les foyers cette fois-ci.

● La Sonacotra a continué à dire qu'on n'était pas représentatifs, alors que c'est elle-même qui avait envoyé une lettre au comité de coordination pour la rencontre. Elle a voulu nous imposer un projet de protocole d'accord qu'elle avait fait avec deux foyers : le foyer Allende et le foyer de la Courneuve. Ce protocole avait été fait avec l'appui de la CGT, du PC et de l'Amicale des Algériens en Europe sur deux foyers seulement, et ils voulaient nous l'imposer sur 33 foyers ! Nous leur avons dit : si vous voulez vraiment négocier, il faut le faire sur la base de notre plate-forme revendicative, et commencer par reconnaître le comité de coordination : on ne veut pas négocier foyer par foyer ; on veut discuter pour l'ensemble des foyers.

Finalement, ces négociations ont abouti à un échec. Comment voyez-vous maintenant les perspectives ?

● On arrive aujourd'hui à un stade de la lutte, où il faut s'organiser davantage. Si on veut vraiment gagner, il faut renforcer la mobilisation sur l'ensemble des foyers pour faire face à la Sonacotra. On veut s'unir avec les travailleurs français contre l'exploitation capitaliste qui nous touche tous ensemble et que nous subissons au travail et au foyer.

MAIS OUI, C'EST RENTABLE !
ON CONSTRUIT DES FOYERS
AVEC L'ARGENT DES IMMIGRÉS...
ET PUIS ON LEUR FAIT PAYER
270 FRANCS PAR MOIS POUR 6 m²...
... SEULEMENT LE SEUL DANGER
C'EST QU'ILS S'EN APERÇOIVENT
ET QU'ILS FASSENT LA GREVE...



SONACOTRA

SNECMA (Evry-Corbeil) 4 employés licenciés par le comité d'Etablissement

● Jacques, trois enfants, sa femme travaille à temps partiel et gagne 900 Frs par mois. Revenu depuis le 19 décembre : 900 Frs par mois pour 5 personnes.
- Danielle, divorcée un enfant. Zéro franc par mois pour deux personnes.

- Henri, quatre enfants, zéro franc par mois pour six personnes.
- Nadia, célibataire, zéro franc par mois pour une personne.

Et ce sont des élus des travailleurs qui ont pris cette décision : le 18 décembre, ces licenciements ont été approuvés au CE par les votes suivants :

- Pour : 4 CGT, 2 FO
- Contre : 2 CFDT et un sans appartenance.

Devant cette mesure scandaleuse, un comité de soutien aux licenciés du CE s'est créé, qui déclare notamment dans un communiqué du 23 décembre :

Il se trouve que ces employés sont syndiqués à la CFDT. Il se trouve qu'aucune faute professionnelle n'a pu leur être reprochée, et qu'ils ont été « remerciés » du jour au lendemain sans indemnités, sans préavis, ce qui est pour le moins surprenant de la part d'organisations syndicales qui veulent défendre les intérêts des travailleurs.

Cette mesure se justifie d'autant moins que la charge de travail est loin d'être résorbée à l'heure actuelle. On peut parier que dans les prochains mois, les postes supprimés seront de nouveau nécessaires pour faire face à la masse de travail de ce comité d'Etablissement, qui offre ses services à 4 500 travailleurs.

Des pétitions circulent, les travailleurs ne comprennent pas ces licenciements. Un comité de soutien s'est créé ou se retrouve syndiqués de toute tendance et non-syndiqués.

Actuellement, ces employés se battent pour conserver leur emploi.

Comité de soutien aux licenciés du Comité d'Etablissement SNECMA Evry-Corbeil

Jacques Mosnier
112, rue de Gournay
91100 Corbeil Essonnes
CCP Mme J. Mosnier
31.976.39K
La Source

Housty (Miramont) : « Ouvrez donc vos livres de compte ! »

● Housty : une fabrique de chaussures qui emploie près de 400 personnes. Prenant prétexte d'une baisse des commandes, le patron a annoncé 120 licenciements et la fermeture complète de l'usine de Sainte-Livrade qui emploie 60 personnes. En fait il s'agit pour lui d'implanter des usines en Afrique du Nord, où la main d'œuvre est meilleure marché.

La riposte ne s'est pas fait attendre. Les travailleurs ont commencé par dire au patron qu'ils ne le croyaient pas sur parole : ils ont exigé que les comptes de l'entreprise soient vérifiés par un expert-comptable de leur choix. Ils ont refusé tout licenciement préalable.

Le mardi 23 décembre, deux jours avant Noël, les travailleurs de Sainte-Livrade, décident en assemblée générale sur proposition de la section CGT et malgré les pressions de l'UD, d'occuper l'usine. Ils élisent un comité de grève chargé de d'organiser l'occupation et de préparer les assemblées générales quotidiennes.

Tout en s'appuyant à passer le réveillon dans l'usine, ils appellent à la création d'un comité de soutien unitaire chargé de populariser la lutte sous contrôle des grévistes.

Malgré la période difficile, les

travailleurs de Housty (Sainte-Livrade) montrent quelle est la seule voie possible pour lutter contre les licenciements.

Le 26.12.75
Correspondant

Saint-Etienne : Rencontre nationale des élèves infirmières

● Les 13 et 14 décembre à St-Etienne s'est tenue une rencontre des élèves-infirmières de France.

Plus de 60 écoles de toutes les régions de France ont répondu à l'appel de la section CFDT des élèves de St-Etienne et de St-Chamond.

Un tour des écoles permet de constater que chaque hôpital fait sa petite cuisine de son côté au niveau des bourses, des contrats et des stages. Partout la devise de l'administration est « diviser pour mieux régner ».

Le soir, des revendications et un projet de statut commun furent élaborés. L'immense majorité des élèves rejeta la perspective de lutter pour un statut étudiant (augmentation des bourses, vacances d'été rallongées, etc.) Un projet de statut de travailleur en formation fut adopté étant donné que les élèves infirmières fournissent un travail gratuit pour l'hôpital durant les stages, qu'elles ont les mêmes

problèmes dans les services que les travailleurs hospitaliers, et que leur situation financière est assez dramatique pour la plupart. Le statut élaboré reprend en gros la plateforme de lutte des élèves travailleurs sociaux (assistantes sociales, éducateurs...), c'est à dire : le SMIC mensuel, des congés payés, la gratuité des fournitures... et tous les droits des travailleurs de la Santé (syndicalisation, grève, etc.). Afin de garantir une formation de qualité, ce statut sera enrichi d'une convention nationale de stage (sur le nombre d'heures, l'encadrement des élèves, etc.), véritable garantie que l'administration ne récupère pas à son profit nos revendications.

Cette rencontre nationale représente un grand pas en avant pour le mouvement dans les écoles. Elle a permis une circulation de l'information, une organisation par région, et l'élaboration de revendications unitaires pour les élèves-infirmières, mais aussi pour tout le secteur social. Il a été décidé de participer aux semaines et journées d'action des élèves-travailleurs sociaux en janvier (à Limoges et à Grenoble notamment) et de s'organiser avec eux sur le plan des régions.

Une nouvelle rencontre nationale d'élèves-infirmières aura lieu le 28 et 29 février à St Denis pour faire le point de trois mois de boulot.

Une correspondante de Grenoble

inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel n° 40-41 18 décembre 75 60 Fr. - 56,6 Fr

économie capitaliste
internationale

EN ATTENDANT
LA REPRISE...

grande bretagne
AU BORD DU GOUFFRE

FRANCE : reprise pro-
bable sur fond de crise

amérique centrale,
brésil, états unis

ORGANE BI-MENSUEL D'IN-
FORMATION DU SECRETARIAT
UNIFIE DE LA IVÈME IN-
TERNATIONALE

inprecor

correspondance de presse internationale

76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique

ABONNEMENT

25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; \$ can 14
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholts,
Société Générale de Banque, Agence Daily 1030 -
Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-26

POUR LA FRANCE :
les chèques au nom de Pascal Henri

DU DESARROI AU DURCISSEMENT

L'année 1975 marque une étape dans le conflit du Moyen-Orient. L'accord israélo-égyptien gèle pour de nombreuses années la situation militaire au Sud (Sinaï) ; il confirme la capitulation de Sadate, le renforcement de la présence américaine en Egypte et les pressions sur l'Etat hébreu en vue du désengagement partiel dans le Sinaï qui en résultèrent.

La guerre civile au Liban n'a fait que souligner la véritable volonté politique de la direction de l'OLP-Fatah ; en ne s'engageant pas pleinement au côté des masses libanaises en lutte contre les phalangistes (extrême-droite), en multipliant les déclarations en vue d'un règlement reconnaissant Israël et échangeant cette reconnaissance contre un mini-« Etat » en Cisjordanie et à Gaza, la direction palestinienne est devenue un interlocuteur privilégié pour la quasi-totalité des Etats (y compris des pays capitalistes avancés : France, Japon, Italie).

Cette situation a isolé l'Etat sioniste dont la direction refuse tout dialogue, tout compromis avec les palestiniens. La crise économique sans précédent depuis la création d'Israël en 1948 renforce davantage le désarroi de la population juive en Palestine.

■ Le projet sioniste est expansionniste par nature ; il s'agit de conquérir un territoire pouvant accueillir tous les Juifs : la conquête qui s'ensuivit et qui était le but fixé à Israël par les pays capitalistes occidentaux a entraîné la spoliation de leurs terres et de leurs droits nationaux pour des centaines de milliers de palestiniens. Cette réalité a toujours été niée par les sionistes ; pour eux, il n'existe que deux sortes de palestiniens : ceux qui vivent en Jordanie, en Syrie ou au Liban doivent s'intégrer dans ces pays ; ceux qui vivent à l'intérieur des frontières créées par Israël n'ont que le droit de se taire ou d'être expulsés vers la Jordanie.

Pour atteindre leurs objectifs, les dirigeants sionistes ont voulu de tout temps s'allier avec l'impérialisme qui dominait la région : turc au début du siècle, anglais à partir de la première Guerre mondiale, américain depuis 1945. Depuis sa création, Israël a pu se consolider, s'étendre avec la bénédiction US. Il était le seul Etat suffisamment sûr pour mater les mouvements de masse croissants dans les pays arabes et mettre en échec ses expressions politiques premières (nationalisme religieux, petit-bourgeois ou bonapartisme).

le jeu américain

Depuis 1973, la situation a changé. L'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Iran sont devenus autant de bastions-relais contre-révolutionnaire sur lesquels l'impérialisme peut compter. La guerre d'octobre vit s'effondrer le mythe de l'invincibilité de l'armée sioniste ; il en résulte un nouvel équilibre où les projets du sionisme et de l'impérialisme peuvent diverger. Or Israël dépend entièrement des USA pour son approvisionnement en capitaux et en armes. Cette dépendance s'est fait sentir de façon aiguë pendant la guerre du Kippour, lorsque l'afflux d'armes à partir des Açores fut interrompu pendant une journée.

Les pressions politiques de l'impérialisme sont considérées par la direction sioniste comme un « lâchage » et renforcent la politique des faits accomplis : tel est le sens de la création de quatre nouvelles

colonies de peuplement sur le Golan syrien occupé. En multipliant l'implantation de colons juifs dans le Sinaï, la Cisjordanie et le Golan, le gouvernement israélien pose des jalons pour conserver des parties de ces territoires, ou tout au moins s'en servir comme monnaie d'échange. Depuis le début de l'implantation sioniste en Palestine, l'une des principales devises a été : « Nous n'abandonnerons jamais une terre sur laquelle de juifs se sont installés. »

Si la prise de distance des américains est durement ressentie, elle ne peut être que limitée. Israël reste la seule base contre-révolutionnaire absolument sûre dans la région.

Nazareth vote communiste

Un autre phénomène inquiète les dirigeants sionistes : c'est l'éveil massif de la conscience nationale dans les territoires occupés depuis 1967 et chez les Arabes vivant en Israël depuis 1948. Les grèves des lycéens en Cisjordanie, les fermetures générales des magasins arabes sont durement réprimées. Les leaders présumés sont toujours expulsés ; des centaines, voire des milliers de personnes, accusées d'appartenir au PC, qui à l'OLP, qui au FPLP, sont incarcérées et restent des mois sans procès.

Au sein même d'Israël, les



étudiants palestiniens s'organisent massivement dans l'Union des étudiants arabes ; il refusent d'assurer les gardes civiles de leurs facultés et cités universitaires.

Et maintenant Nazareth, la principale ville arabe, se donne un maire communiste plébiscité par 70 % de la population chrétienne et musulmane. Cette victoire s'effectue contre les pressions énormes de l'appareil gouvernemental, malgré les menaces de couper tout crédit, l'eau, le gaz et l'électricité ; à l'annonce du résultat, la population est descendue massivement dans la rue pour manifester. Et ce résultat est un exemple dont d'autres villes ne manqueront pas de s'emparer.

pour un dialogue

Face à cette situation et à l'incapacité du gouvernement d'avoir une politique de rechange, diverses personnalités (dont Uri Avneri) viennent de créer un Comité pour engager un dialogue avec les palestiniens. Ils y mettent une condition : les interlocuteurs doivent reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. En posant ce préalable, les signataires du Comité misent sur l'OLP-Fatah qui a déjà fait des concessions publiques dans ce sens, par l'entremise de ses responsables, tel Farouk Kaddoumi à Rome qui occupe les fonctions de ministre des Affaires étrangères de l'OLP (appareil d'Etat sans Etat).

Une autre pétition, signée par des militants du Moked (scission du PC) et les militants antisioniste des organisations ACR (Alliance communiste révolutionnaire : Maavak), Matzpen Tel-Aviv, LCR (Ligue communiste révolutionnaire : Matzpen marxiste — IV^e Internationale) refuse tout préalable pour une discussion avec les organisations palestiniennes. La situation en Israël justifie cette

initiative qui rencontre un écho dans certains secteurs de la population désorientée par les conséquences du cours politique gouvernemental.

crise politique et crise sociale :

La crise économique mondiale a touché l'Etat sioniste de plein fouet : c'est bien sûr à la classe ouvrière que la note est passée. Le budget de l'Etat, qui s'élève à 30 milliards de francs environ, a réduit les crédits alloués aux PTT, à l'éducation (les classes de 3^{ème} et de 2^{de} vont redevenir payantes !), à la santé (aucun lit d'hôpital supplémentaire n'est prévu avant cinq années !), au travail.

Mais en même temps, le budget militaire est en hausse. Ajouté au remboursement des dettes dont l'échéance arrive à terme maintenant, il représente 50 % des dépenses prévues. Le nouveau plan gouvernemental est encore plus éloquent : suppression des subventions pour les produits de base (lait, sucre, huile...) risque fort de provoquer une hausse des prix déjà relevés, de près de 50 % ; la TVA, qui n'existait pas jusqu'alors, va être créée et atteindre quelques 5 à 10 % ; des restrictions vont être imposées à la construction.

Le gouvernement a émis une prévision de 50.000 chômeurs dans ce secteur qui a toujours été l'industrie de pointe dans le pays. Ainsi le nombre total des juifs sans emploi pourrait dépasser le chiffre de 100.000 (il est de 30.000 à ce jour), ce qui n'a jamais été vu, et ce qui correspond à un pourcentage très élevé de la population active.

Chute du niveau de vie

Le gouvernement fait montre de fermeté quand le patronat manifeste de plus en plus d'arrogance. Les contrats viennent à terme et leur renouvellement est pour janvier 76. Jusqu'à maintenant, ils étaient passés pour une période de deux années. Les industriels proposent de les étendre sur quatre années, assortis du gel des salaires pendant trois ans et la suppression des heures d'été (une heure de travail en moins pendant les grandes chaleurs). La conclusion est claire : abaissement radical du niveau de vie. Il s'agit là d'une provocation perçue comme telle chez les travailleurs. Le patronat table sur la collaboration de la Histadrout (syndicat paragon gouvernemental unique en même temps que patron du service public !) pour faire passer les mesures, accepter les sacrifices, faire appel à l'union nationale pour mieux huiler l'opération.



Pour les sionistes, les choses sont simples :
la Palestine est à eux, tous les autres sont des étrangers !



Manifestation pro-palestinienne : nombreuses arrestations par la police et l'armée israéliennes.

SIONISME = RACISME ?

la riposte

Les craquements de la société-sioniste s'accumulent dans les manifestations de riposte. Plusieurs comités extra-Histadrout (une centaine depuis quelques mois) se sont créés dans les principales entreprises : techniciens El-Al, port d'Ashdod, chez les marins, dans toutes les banques, à l'El-Co à Tel-Aviv. Si beaucoup de ces comités se conçoivent comme pression sur la bureaucratie de la Histadrout, certains prônent la création d'un syndicat de classe indépendant de la direction sioniste de la Histadrout ; Moshe Levy, leader des comités de marins s'est exprimé dans ce sens. Tous ces comités s'opposent à la politique sociale du pouvoir et ont commencé à établir certaines formes de coordination.

Il s'agit là de réactions des éléments avancés de la classe ouvrière qui constitue un premier pas très positif. Mais il ne constitue pas encore pour autant une rupture d'avec le sionisme. Le cynisme de la direction-sioniste attise cette prise de conscience des militants des comités qui demeurent néanmoins sans réponse politique alternative.

les coupes sombres du budget

Le gouvernement est dans l'impasse. Il cherche avant tout à gagner du temps. Il se trouve coincé : il maintient sa politique agressive à l'égard de l'Orient arabe et donc des palestiniens, et il attaque la classe ouvrière dans ses frontières. Dès lors, la répression ne fait que s'accroître au fil des mois et entretient un climat d'intimidation à l'égard des opposants de toute catégorie. Ainsi, Uri Avnery a été poignardé par un individu dont la police cache l'identité. L'affaire est d'importance : s'agirait-il du neveu de M. Gallili (l'un des têtes du régime actuel) ? Les attaques contre la Ligue des droits de l'Homme, contre le PC, contre l'extrême-gauche anti-sioniste, situent exactement les ennemis du régime. Il s'agit de faire taire les oppositions intérieures. Il convient en Israël comme en dehors de répondre à toutes les attaques commises par l'Etat sioniste contre les libertés fondamentales. C'est une nécessité pour faire se poursuivre tout ces craquements qui sont intervenus dans le système sioniste. C'est une nécessité face à la montée de la révolution arabe. C'est un enjeu international par excellence du fait de la place qu'occupe à l'échelle mondiale le conflit israélo-arabe.

R. BRESTAR

Après les votes à l'ONU et à l'UNESCO condamnant le sionisme, la « bonne presse » s'est émue. Cette semaine encore, les grands hebdomadaires, revenant sur les événements de l'année 1975, marquent ces votes d'une pierre noire. Lorsque l'Ouganda, l'URSS ou le Brésil dénoncent Israël, cela nous rappelle l'histoire de la paille et de la poutre. Amin Dada se permet de regretter l'inefficacité d'Hitler concernant les Juifs, l'URSS opprime ses minorités, le Brésil torture... Israël a bon dos... Et pourtant Israël est raciste, ségrégationniste. Le président de la Ligue des droits de l'homme Israël Shahak, parle d'un processus de nazification.

En 1946 avant la création de l'Etat hébreu, les britanniques promulguèrent des lois contre l'immigration juive et l'acquisition de terres par les sionistes. A la conférence des juristes juifs. Y.S. Shapira déclarait : « Le régime construit sur les « lois d'exceptions » en Palestine n'a pas d'équivalent dans les pays civilisés. Même en Allemagne nazie, de telles lois n'existaient pas ». Ces lois ont été intégrées dans le système juridique du nouvel Etat en 1948 et s'appliquent aux arabes d'Israël et des territoires occupés.

Ainsi les arabes de Palestine ne peuvent s'installer où ils veulent. Leurs terres sont confisquées pour raisons militaires. Généralement, elles sont revendues peu après à des colonies agricoles juives (Kibboutz). A Carmiel (près de Haïfa) a été construite en 1965 sur une terre appartenant au village arabe de Der-el-Assad, une ville. Cette ville est réservée aux juifs. Les arabes ne peuvent ni y dormir, ni y installer un commerce. De tels exemples se comptent par centaines, voire par milliers. Sur 475 villages arabes existants avant 1948, 385 ont été détruits !

Le système de terreur s'applique massivement dans les territoires occupés. Le dynamitage d'une maison ne nécessite aucune autorisation. Tout officier soupçonnant quelqu'un de vouloir nuire à Israël peut en prendre la décision. Le régime des prisons est féroce, les tortures multiples et des milliers de suspects ne sont pas jugés depuis des mois.

Les expulsions vers la Jordanie sont très importantes : des dizaines de milliers depuis 1967...

Un Etat religieux

Couronnant ce système, il y a la « loi du retour ». Tous les juifs, et eux seuls peuvent venir en Israël et acquérir la nationalité hébraïque. Ainsi pour l'Etat sioniste, le peuple arabe de Palestine n'a aucun droit. Cela revient à expulser peu à peu tous les non-juifs.

L'Etat sioniste est religieux. Les seuls mariages possibles sont prononcés par le rabbin. Cela pour éviter les « mariages mixtes ». En définissant qui est juif, la Cour Suprême d'Israël expliquait : « la religion juive demande la préservation de la pureté de la race ». Rien que ça ! Ça rappelle d'autres temps où nous avons lutté contre l'extermination des juifs, contre la barbarie nazie.

Quelle lutte contre le sionisme ?

Le sionisme, en décidant d'installer les juifs en Palestine, a engendré l'oppression des arabes de Palestine. Sa logique l'entraîne au racisme, à l'apartheid.

Rompre cela signifie le détachement des masses juives du sionisme. La politique du Fatah, de la Saïka, de groupes de la gauche palestinienne, qui assimilent dans les faits juifs en Israël et sionistes, et en tire la conclusion qu'il faut poser des bombes dans les rues commerçantes de Jérusalem ou de Tel Aviv pour frapper l'ennemi au cœur, ne fait que renforcer la direction sioniste en réalisant une union sacrée.

C'est l'avancée de la révolution arabe, le développement des luttes en Egypte, en Syrie, au Liban et ailleurs contre les régimes réactionnaires arabes, l'impérialisme et le sionisme qui permettra aux masses juives de comprendre que la seule issue pour elles n'est pas la politique sioniste mais la révolution socialiste. Le retard qu'a pris la révolution arabe du fait des trahisons stalinienne peut être comblé. Les mobilisations ouvrières et étudiantes en Egypte, la guerre civile au Liban sont les signes encourageants de la mobilisation populaire. Cela ne suffit pas. D'autres mouvements ont été trahis par les directions petites-bourgeoises ou réformistes. La construction d'une organisation révolutionnaire dans l'Orient arabe est une condition fondamentale pour mener ces luttes à terme et ainsi liquider le sionisme.

R. Brestar



Fatality

REVOLUTION
SOCIALISTE
ARABE

ثورة
اشتراكية
عربية

VIENT
DE
PARAITRE

Lisez la
imprecor

الصحف
الاشتراكية
الاربية

presse révolutionnaire

chronique de

Article 70 du Code Pénal.

« L'agitation ou la propagande faite dans le but de détruire ou d'affaiblir le pouvoir soviétique ou de commettre des crimes particulièrement dangereux contre l'Etat ou encore le fait de répandre oralement, dans le même but, des calomnies sur le système politique et social soviétique, ou le fait de diffuser, préparer ou conserver, dans le même but, de la littérature de cette sorte, sera puni d'une peine de privation de liberté de 6 mois à 7 ans, avec ou non, un exil supplémentaire de 2 à 5 ans, ou encore par un exil de 2 à 5 ans ».

Article 190 du Code pénal.

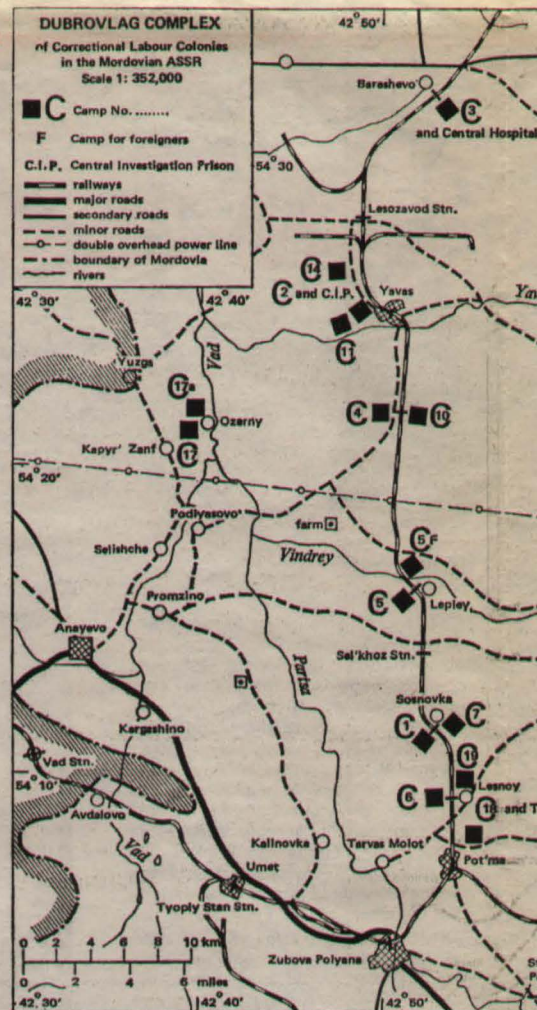
« Le fait de répandre systématiquement oralement des inventions discréditant le système politique et social soviétique, ou de fabriquer ou diffuser sous une forme écrite, imprimée ou autre, des ouvrages de cette nature, sera puni d'une peine de privation de liberté pour une durée n'excédant pas 3 ans ou par une peine de rééducation par le travail n'excédant pas 1 an, ou par une amende n'excédant 100 roubles ».

Sur la base de ces articles et de quelques autres du même acabit, 10 000 personnes ont été condamnées : et sont aujourd'hui détenues dans les camps en URSS. Pour la bureaucratie soviétique, ce sont des détenus « comme les autres », plus dangereux même, semble-t-il : généralement ils sont envoyés dans les camps à régime « sévère » ou « renforcé ».

Pas de prisonniers politiques en URSS, clame la bureaucratie, uniquement des « dangereux criminels ». Pourtant, avoir chez soi, ne serait-ce qu'un texte du Samizdat peut faire tomber sous le coup des articles 70 et 190. Il a fallu la projection d'un film à la télé française pour que le PC découvre — au conditionnel — cette réalité. Pourtant, le code pénal soviétique n'est pas nouveau, les camps non plus. A croire que les soucis électoraux du PC jouent un rôle prépondérant dans ses « élans humanitaires ». De là à ce qu'il se fasse taxer d'hypocrisie...

10 000 personnes dans les camps pour ce qui ne relève généralement que d'un délit d'opinion, ce n'est pas un cas isolé, une « simple bavure » dans un système fondamentalement socialiste, mais tout un système de répression soigneusement réglé.

Rouge publie cette semaine un ensemble de documents sur la réalité des camps d'internements politiques en URSS qui tous sont exclusifs et rigoureusement authentiques.



LA RESISTANCE AU GOULAG

■ De puis les années 60, des grains de sable ont commencé à gripper les mécanismes bien huilés de la machine à condamner de la bureaucratie : devant les tribunaux, les accusés ont refusé de se reconnaître « coupables », et ont fait le procès de l'arbitraire bureaucratique. Dans les camps, la solidarité entre détenus, contre les brimades et les exactions des gardiens, a montré à la bureaucratie qu'il n'était plus aussi facile que dans les sinistres années 30, de briser les individus.

En 1974, les initiatives dans les camps se sont multipliées, donnant une ampleur nouvelle au mouvement de résistance à la répression et à l'arbitraire. Le 30 octobre 1974 a été proclamé « journée des prisonniers politiques » (1). A partir de cette date, au moyen de pétitions, lettres individuelles ou collectives aux autorités soviétiques, grèves de la faim, les détenus dans les camps vont engager une double bataille :

— pour l'amélioration des conditions de détention et la reconnaissance du statut de prisonniers politiques

— pour la révision et l'annulation des condamnations

Le 10 décembre 74, 20 prisonniers du camp n° 35 de Perm écrivent : une lettre au Présidium du Soviet suprême revendiquant l'amélioration de leurs conditions de détention. Réponse de la bureaucratie : 6 prisonniers sur les 20 sont transférés à la prison de Vladimir où les conditions de détention sont les pires de toute l'URSS, 1 autre est transféré dans l'hôpital psychiatrique spécial des camps de Mordovie.

Le 6 mars 1975, journée internationale de la femme, 40 prisonniers politiques des camps de la prison de Perm font une grève de la faim pour

réclamer la libération des femmes — prisonniers politiques.

Été 75, 70 détenus des camps de la région de Perm et de ceux de Mordovie signent une déclaration en 27 points exigeant l'obtention des statuts de prisonnier politique. Les revendications essentielles concernent :

- la fin de l'obligation de travail forcé
- la suppression du port d'un numéro de matricule
- l'amélioration des conditions de détention : logements, soins médicaux
- la suppression des contraintes sur la correspondance, les visites, la lecture.

En septembre 75, 36 détenus du camp n° 35 de Perm écrivent au président du Soviet suprême :

« Je me suis déjà adressé à vous et à d'autres instances supérieures à propos de l'arbitraire permanent dans le camp VS-389/35 où je suis détenu.

Régulièrement, les instances de surveillance se sont limitées à des réponses évasives et ont ramené toute l'affaire à un problème de détail ne touchant pas le fond de la question. Aussi dans la présente déclaration, c'est tout à fait consciemment que je ne mentionnerai pas de faits concrets relevant de l'arbitraire, pour ne pas vous donner la possibilité, cette fois encore, de ramener toute l'affaire à des détails. La solution de la situation qui s'est créée ne peut être qu'une solution s'attaquant au fond du problème. J'estime que l'essentiel est :

1) L'octroi aux détenus des camps et des prisons condamnés pour une activité ayant un caractère politique du statut de prisonnier politique, conformément aux normes internationales qui sont reconnues par l'URSS.

2) Le réexamen de toutes les condamnations en contradiction avec les normes du droit soviétique

3) L'observation stricte des normes du droit de la rééducation par le travail dans les endroits de détention...

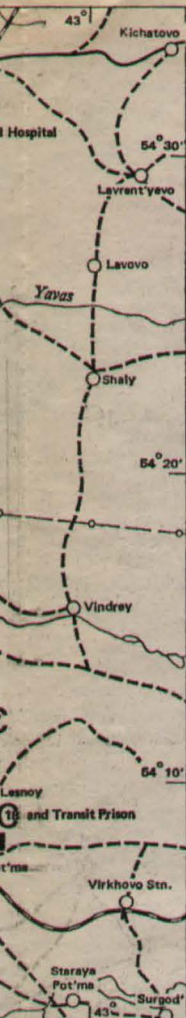
A la même époque, une vingtaine de signataires de l'appel pour le statut de prisonnier politique décident d'appliquer dans les faits le statut de prisonnier politique. Le document du Samizdat cite les noms de V. Valakhonov, N. Bondar, Gaiduk, Ju Grodeiny, V. Kalinintchenko, Tchekalin, Altman, Gluzman.

La plupart furent mis au cachot, puis transférés dans la prison de Vladimir. Dans cette même prison, à l'occasion de la signature du traité d'Helsinki, les détenus V. Boukovski, Ju Vudka (membre du « groupe des marxistes-révolutionnaires » de Riazan, condamné en 69 à 7 ans de camps), G. Savgdo, Anatole Zelorovy, Ljusavski, Mechener, V. Moroz, A. Sergenko exigent le réexamen et l'annulation de leurs condamnations.

30 octobre 1975 : des grèves de la faim ont lieu dans la plupart des camps pour « marquer » la journée des prisonniers politiques.

Jusqu'à présent, la bureaucratie a renforcé la répression : malgré les cachots, les transferts à la prison de Vladimir, le refus des soins médicaux aux « détenus contestataires », la mouvement des détenus n'a fait que croître. Le mur de la répression est lézardé. Il faut élargir la brèche.

(1) En URSS, chaque jour de l'année est dédié à une profession. Ce qui se traduit entre autres, pas un article en 1ère page de la Pravda. Il y a ainsi, le jour du milicien, le jour du KGBiste, etc.



la maison des morts

1 000 CAMPS !

Les 3 grandes zones de camps sont :
- région de PERM (dans l'Oural), énorme zone de camps sous Staline. Certains sont encore en « activité » aujourd'hui.
- camps de Mordovie.
- régions de Grand Nord (Cercle Arctique) - Sibérie extrême orientale. Yakoutie.

De plus, chaque république possède son propre « réseau de camps ».

TYPOLOGIE DES CAMPS

- 4 types de camps
- régime « ordinaire »
- régime « dur »
- régime « strict »
- régime « spécial »

En général, les « criminels d'Etat » - nom officiel que la bureaucratie donne aux détenus politiques - sont envoyés dans les camps à régime strict ou spécial.

Dans chaque camp, il existe une prison et un cachot, où les conditions de détention sont beaucoup plus dures que dans le camp. Les prisons : la prison de Vladimir est la plus connue et la plus sinistre. Elle contient environ 1000 prisonniers, essentiellement des « politiques ». Les prisonniers « récalcitrants » y sont systématiquement transférés.

LES METHODES DE REPRESSION A L'INTERIEUR DES CAMPS

- le cachot
- le « régime alimentaire réduit » (de moins de 1000 calories)
- le chantage aux soins médicaux. (Rappelons Galanskov, mort à 32 ans dans un camp, faute d'assistance médicale)
- les mauvais traitements
- le chantage aux visites et à la correspondance.

Nickail Kapranov



Vladen Pavlenkov



Vladimir Zhiltsov



Vitaly Pomazov



groupe d'étudiants de Gorki ayant distribué des tracts en 69 contre la résurgence du stalinisme. Pavlenkov et Kapranov ont été condamnés à 7 ans de camp à régime strict. Ponomaryov à 5 ans. Zhiltsov et Pomazov à 4 ans. Ce dernier est un des auteurs d'un essai sur « L'Etat et le Socialisme ». La principale zone de camps de Mordovie en 1969.



Sergei Ponomaryov

photos : D.R.

« La déclaration des droits de l'homme a été écrite pour les nègres pas pour vous »

● Le texte dont nous publions un extrait, a été signé par plus de cent prisonniers politiques, de la région de Perm, il date du milieu 74 et était adressé à la conférence d'Helsinki. Certaines affirmations témoignent de l'isolement total des détenus politiques soviétiques et ne font que confirmer l'urgence de la prise en charge d'une solidarité active par le mouvement ouvrier.

« On jette en prison des gens, qui ne voulant pas s'assimiler, se sont battus pour le développement de leur culture nationale ; et on jette en prison ceux qui ont voulu utiliser leur droit à l'émigration ; on emprisonne tous ceux qui refusent d'être des bien-pensants, puisque d'après un fonctionnaire du MVD (ministère de l'Intérieur) : « La déclaration des droits de l'homme a été écrite pour les nègres, pas pour vous ».

Les règlements qui régissent nos conditions de détention, ont été écrits par des gardes-chiourmes pour des gardes-chiourmes Mais, même ces minuscules droits qu'ils nous garantissent formellement, ne nous sont pas octroyés dans la pratique. Les représentants soviétiques et même l'éditorial et la presse occidentale écrivent beaucoup sur la situation des détenus au Chili et en Afrique du Sud. Nous le comprenons, nous trouvant nous aussi dans la même situation. La communauté internationale s'émue du fait qu'on oblige les prisonniers de l'île de Dawson à construire leurs propres prisons. Chez nous aussi, c'est dans l'ordre des choses, et on punit sévèrement tout refus d'accomplir ce travail. Les prisonniers de l'île Tioulani en Afrique du Sud ou de Dawson au Chili, souffrent de la faim et du froid. Mais en Union soviétique, les camps politiques ne se trouvent pas non plus au bord de la mer Noire ; et les 2500 calories par jour, d'une nourriture uniforme, dépourvue de vitamines, pratiquement en l'absence de ... (ici quelques mots indéchiffrables), vous garantissent au bout de quelques années au moins une gastrite et une parodontose.

Bien sûr, on ne nous fusille plus sans procès et condamnation, on ne nous casse plus des côtes et des dents comme du temps de Staline, mais on s'efforce de nous briser spirituellement, de nous casser moralement, de nous épuiser physiquement. On ne nous donne pas la possibilité de maintenir des contacts normaux avec nos parents et nos amis, on nous prive de visite et de correspondance. Ceux qui se tiennent à leurs convictions, qui n'ont pas abandonné le sentiment de leur propre dignité, ceux là, la prison de Vladimir les attend (Boukovski, Moroz, Boudka) ou la maison de fous (Grigorenko, Ploutch, Plachotniouk, Lipinos, Chichanovitch), et à leur sortie, — marque d'incivisme, on les prive du droit d'habiter dans une grande ville, on limite leur droit au déplacement, on les empêche de travailler dans leur spécialité, etc.

Journal de la grève de la faim du camp politique de perm

12 MAI DIMANCHE 8 HEURES

Certains détenus politiques se refusent à effectuer des travaux dans la zone du camp ; ces travaux n'entrant pas dans le règlement, les exigences de l'administration sont considérées par les détenus comme illégales d'après la loi soviétique. La direction prend immédiatement des sanctions en particulier des suppressions de visites.

13 MAI

Après avoir été l'objet de pressions et de menaces, 25 détenus annoncent, à 7 heures du matin qu'ils entament une grève de la faim et en informent Tchoussovki le procureur de l'arrondissement. Les participants représentent 8 nationalités : 8 russes, 1 esthonien, 1 letton, 1 tatar, 1 géorgien, 2 arméniens, 8 ukrainiens et 6 juifs.

Suite à de nombreuses pressions dont le refus de soins, le retrait du réchaud électrique, qui permettait aux grévistes de la faim de boire de l'eau chaude, l'alimentation forcée, la présentation d'une nourriture abondante, certains des grévistes abandonnent pour des raisons médicales.

3 JUIN, 22^e JOURNEE DE LA GREVE

L'administration semble faire un premier pas vers un compromis, le réchaud est rendu, mais aucune garantie n'est donnée sur la cessation des mesures arbitraires.

5 JUIN, 24^e JOURNEE DE LA GREVE

L'état de santé des grévistes a encore empiré. Plus de 50 prisonniers menacent de se joindre à la grève au cas où des soins médicaux ne seraient pas donnés à leurs camarades et où ne cesserait pas l'alimentation forcée.

SOIR DU 5 JUIN :

Un gréviste du camp V.S. 389/ 36 Sylka, est emmené à l'hôpital, vu sa très grande

faiblesse cardio-vasculaire. Non seulement son hospitalisation est retardée pour des raisons administratives mais son transport est assuré par un fourgon cellulaire empruntant de mauvais chemins alors que la loi prévoit le transport par ambulance.

6 JUIN AU MATIN

Sylka est mort.

10 JUIN, 29^e JOUR DE GREVE

Vers 4 heures du matin, Opanassenko se suicide à l'hôpital de la prison en laissant ces quelques mots : « Je n'ai plus la force de tenir le coup. Soyez maudits ordures. » Le même jour 9 de ceux qui avaient cessé la grève de la faim pour raisons médicales se joignent à leurs camarades.

11 JUIN, 30^e JOUR

6 prisonniers politiques annoncent une grève de la faim d'une journée en signe de protestation.

12 JUIN

Comme prévu, les détenus cessent la grève, première étape de la lutte des prisonniers pour le rétablissement de la légalité dans le camp VS 389/35. [Au cours de cette période, du 12 mai au 12 juin, plus de 200 déclarations et protestations sont envoyées dans les différentes instances du parti et de l'administration.]

[Au cours des jours suivants, la situation des détenus ne connaît aucune amélioration. L'état de santé des détenus est toujours aussi précaire.]

LE 14 AOUT

Les détenus célèbrent une journée du souvenir à la mémoire des victimes de l'arbitraire dans les camps de l'Oural : Mikitiuk, Kurtis, Kibertos, Sylka, Opanassenko morts à la suite des sévices subis



l'internement forcé

Conversation avec un « psychiatre »

Les procès politiques, même à huis clos, même avec des « aveux complets » font décidément trop de bruit. Alors on a recours à une méthode beaucoup plus discrète : celle des internements « psychiatriques », grâce à une instruction spéciale du ministère de la Santé concernant l'hospitalisation immédiate des malades mentaux représentant un « danger social ». Ce danger là peut être interprété très largement puisqu'il est allé dans certains cas depuis « la recherche obsessionnelle de la vérité », jusqu'à « considérer l'entrée des forces armées en Tchécoslovaquie comme une agression », en passant par « le port de la barbe », ou la simple « éventualité d'une conduite anormale ». (ordonnance n°354-209, 15.5.69).

Nous reproduisons ci-dessous les minutes d'une discussion entre un membre du comité soviétique des droits de l'homme, M.S. Bernchtein, et un « psychiatre » soviétique à propos de l'internement forcé d'un ingénieur de Léninegrad, Anatole Ponomarev, dans l'hôpital psychiatrique Skvortsov-Stepanov (Léninegrad) à la mi-octobre 1975. Le reproche essentiel qui lui est fait est d'avoir écrit des lettres...

■ La mère de Pono-arev déclare que tout comme son fils elle proteste contre les soins forcés dont il est la victime et donne comme exemple son comportement normal à la maison, à son travail, l'absence de toute plainte sur son lieu d'habitation ou venant d'autres institutions.

Le Dr L.D. Fédosselev lui répond qu'une mère est incapable de juger de l'état de santé de son fils, que les causes de son hospitalisation sont des lettres qui avaient gêné le bon travail des instances responsables. Ces lettres sont le seul symptôme de l'aggravation de la maladie de A. Ponomarev, de ce fait son comportement « normal » n'est pas un critère de jugement sur son état de santé.

Bernchtein : quelles sont ces lettres ?

Fédosselev : pas plus son médecin traitant que moi-même ne les avons lues, mais nous connaissons leur contenu. Ce sont les lettres d'un malade.

B : est-ce que ces lettres dénigrent le système actuel ?

F : non, elle ne sont pas antisoviétiques, mais Ponomarev y dit du mal du gouvernement soviétique et d'une façon générale s'exprime avec cynisme sur nos dirigeants.

B : Si vous n'avez pas lu ces lettres, comment avez-vous trouvé des motifs d'hospitalisation ?

F : Tout d'abord, nous n'avons pas besoin de la moindre base juridique pour une hospitalisation, ensuite nous jugeons en faisant une analogie avec des lettres écrites au cours d'une période antérieure, enfin nous avons des informations et une appréciation sur ces lettres venant d'instances compétentes.

B : De quelles instances voulez-vous parler ?

F : Vous me comprenez...

B : Mais encore.

F : Bon, des fonctionnaires du KGB.

B : Vous nous avez dit que ces lettres sont le symptôme de l'aggravation de l'état de santé du malade, mais jusqu'où peut aller la compétence de fonctionnaires du KGB pour faire un tel diagnostic ?

F : Ils donnent une appréciation politique et nous conseillent par téléphone d'isoler Ponomarev. Sur le plan médical, il nous suffit de connaître le fait même de l'existence de ces lettres anti-gouvernementales. Nous n'avons pas besoin de les lire.

B : Des lettres comme symptôme de l'aggravation de l'état d'un malade. Comment peut-on considérer ceci comme un diagnostic qualifié sur le plan médical ?

F : Tout à fait qualifié.

B : Pourtant... un diagnostic d'après un coup de téléphone du KGB... Vous n'avez pas lu les documents mais prescrivez un traitement. Cela m'est incompréhensible.

F : Vous n'y comprenez rien de toute façon, vous n'êtes pas un spécialiste.

B : Pourrais-je connaître le nom de cet employé du KGB qui vous a donné l'ordre d'hospitaliser Ponomarev ?

F : Téléphonez moi demain, si le médecin-chef me le permet je vous le donnerai ainsi que son numéro de téléphone.

B : Pourtant, dites-moi ce que vous savez de ces lettres.

F : Elles insultent notre gouvernement, sont écrites avec vulgarité, agressivité, dans un état d'agitation pathologique et sont adressées à des organisations fascistes.

B : Lesquelles ?

F : J'ai surtout entendu parler d'une lettre de récrimination adressée au procureur général de l'URSS contre un médecin d'un hôpital psychiatrique.

B : On vous l'a appris par téléphone ?

F : Oui.

B : Ponomarev est hospitalisé pour quelle période ?

F : Une longue période. Il s'agit d'un traitement long. Maintenant nous ne le lâcherons pas avant longtemps.

Le PCF anti- soviétique ?

■ Il y a deux ans, le PCF menait une de ces puissantes et vigoureuses campagnes contre l'antisoviétisme dont il a le secret : « Le socialisme se porte bien », et l'URSS s'orientait alors sur la voie d'une « démocratisation croissante ».

Aujourd'hui, le ton a changé. A la suite d'un reportage à la télévision, sur un camp de travail en URSS, le P.C.F. questionne les autorités soviétiques sur l'existence de prisonniers politiques et sur leurs conditions de détention. Cette déclaration appelle plusieurs questions.

1) Pourquoi le PCF découvre-t-il aujourd'hui seulement l'existence de prisonniers politiques dans la « patrie du socialisme » ? Pour les autorités russes, en effet, il n'y a que des criminels de droit commun, ayant violé la légalité. Pourtant, d'innombrables preuves irréfutables existent depuis des années sur les conditions dramatiques de détention de milliers de gens condamnés pour délit d'opinion. Alors, le PCF, naïf ou hypocrite ?

2) La déclaration oublie malencontreusement de mentionner cette forme particulière « d'assistance médicale » gratuite et obligatoire que sont les hôpitaux psychiatriques spéciaux. Un oubli volontaire ou un acte manqué ?

3) Le PCF s'adresse aux autorités soviétiques pour leur demander de démentir ou de confirmer. Mais c'est fausser le jeu au départ, c'est demander au bureaucrate s'il est un bureaucrate. Attendait-il réellement autre chose qu'un démenti ?

4) Le PCF se contentera-t-il du démenti des autorités soviétiques ?

5) Dans sa réponse au communiqué de la Pravda, le PCF réaffirme sa condamnation du stalinisme. Rappelons qu'il a mis plus de quinze ans à découvrir le rapport Kroutchev au XXème congrès. Les camps aujourd'hui en URSS montrent clairement que le stalinisme est toujours vivant. Le PCF est-il décidé à s'engager dans une lutte efficace contre les manifestations les plus brutales du stalinisme aujourd'hui, ou persistera-t-il à n'y voir que des « cas isolés » ou des « incidents de parcours » regrettables que l'on condamne dans des déclarations sans lendemain... ?

Dossier réalisé par
Eric Laurent, Sacha
Blumkine et Georgi
Stepanovitch. Tous
les documents, dont
nous garantissons
l'authenticité, proviennent du Samizdat.

pour la défense des prisonniers politiques

■ Pour la bureaucratie soviétique, reconnaître qu'il y a des prisonniers politiques, signifie reconnaître qu'il y a des opposants, et cela est impossible dans « l'Etat du peuple tout entier ». Au pays le plus « démocratique » du monde il ne peut y avoir que des criminels de droit commun ou des fous. La bourgeoisie internationale a compris depuis longtemps, le parti qu'elle peut tirer de cette réalité antisoviétique, où les droits démocratiques les plus élémentaires sont bafoués, ainsi Pierre Brisson, directeur du « Figaro », dévoilait-il devant l'octobre polonais de 56, le danger terrible que constituerait pour la bourgeoisie un communisme sans arbitraire ni bureaucratie. « Nous fournissons nous même aux ennemis du communisme les atouts les plus forts contre nous », disait Iakhimovitch et ils ne se privent pas de les utiliser. Il suffit de rappeler la campagne gigantesque autour de Soljenitsyne, l'affaire Sakharov en passant par le film sur les camps de travail. Il ne s'agit pas pour nous de joindre nos voix au concert des loups, mais de dénoncer les monstrueuses perversions de ce « socialisme » là, et de lutter contre elles. Ce combat est pour nous inséparable de celui pour le socialisme que nous voulons. Et la défense des prisonniers politiques fait partie intégrante de ce combat.

Qui défendons nous ? Nous défendons tous les prisonniers politiques sans exception, car nous refusons le droit à la bureaucratie de juger et

de condamner quiconque pour ses opinions, ses croyances, même les plus réactionnaires de ces opposants, car ceux-ci sont les produits mêmes d'un système dégénéré, ils sont l'image en creux de leurs juges.

Si, pour nous, la défense ne peut être que celle de tous les prisonniers face à la bureaucratie, notre solidarité militante va en premier lieu à ceux qui se battent pour le retour à un socialisme authentique en URSS, car ce sont eux qui sont les plus durement réprimés, ce sont leurs voix qui parviennent le plus étouffé à l'extérieur des camps.

Le soutien à la lutte des prisonniers dans les camps soviétiques est plus nécessaire que jamais. Contre la bureaucratie soviétique et contre la bourgeoisie qui veut en faire une arme privilégiée dans sa croisade anti-communiste, la défense des prisonniers politiques est l'affaire de tout le mouvement ouvrier, les marxistes révolutionnaires doivent y jouer un rôle moteur.

SOUTIEN A LA PLATEFORME REVENDICATIVE DES PRISONNIERS POLITIQUES SOVIETIQUES !

SUPPRESSION DE TOUTS LES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES SPECIAUX !

AMNISTIE GENERALE POUR TOUS LES PRISONNIERS ET EXILES POLITIQUES !

ANGOLA: NOUVEAU VIETNAM?

■ Le 22 décembre, Holden Roberto lançait dans Newsweek un appel à l'occident « pour qu'il sauve l'Afrique du communisme ». « Je demande à l'Ouest qu'il se sauve lui-même. Je suis stupéfait d'avoir à crier ceci dans le désert ». Ainsi s'exprime aujourd'hui le leader du FNLA et aussi le gouvernement sud-africain.

Cette profession de foi anticommuniste révèle les conséquences spécifiques qu'une défaite des forces réactionnaires aurait : en Angola pour le régime sud-africain et celui du Zaïre. L'impérialisme américain vit différemment cette situation. Il sait qu'il lui sera possible de jouer, plus tard, les contradictions du nationalisme du MPLA. Mais pour le Zaïre et l'Afrique du Sud, une défaite de leurs troupes signifierait aussi une crise politique intérieure et sans doute un renforcement des forces d'opposition. Le débat au sein du Parlement américain recouvre ce dilemme entre les choix à court et

Depuis plusieurs mois, à l'insu du Congrès, la CIA a fait parvenir environ 25 millions de dollars en armes et en argent aux FNLA et UNITA sans compter ce qui est versé depuis plus de dix ans. L'administration demandait 28 millions supplémentaires mais cette somme lui a été refusée. L'amendement Tunney voté par le congrès afin, essentiellement, de bloquer cette impunité de la CIA ne se prononce nullement sur le principe même de l'intervention américaine en Angola. De nombreux sénateurs se sont surtout insurgés contre le secret entourant les activités américaines en Angola et la CIA dispose encore d'un budget d'environ 10 millions de dollars qu'elle peut utiliser librement. D'autant qu'une aide au Zaïre, ou à la Zambie peut servir d'astuce pour une aide cachée au FNLA ou à l'UNITA.

La preuve est faite aujourd'hui que l'intervention américaine n'a pas été une réplique à l'intervention soviétique en Angola. Celle-ci a décidé une aide massive au MPLA après que l'intervention sud-africaine et l'aide massive des USA au FNLA aient menacé l'équilibre diplomatique en Afrique Noire. La Zambie est de plus en plus proche de la politique sud-africaine. Une victoire du FNLA menacerait directement l'équilibre du régime congolais en renforçant l'opposition des notables bakongos. Les tentatives de dialogue officiel entre l'Afrique noire et les racistes sud-africains deviendraient crédibles. Enfin un axe anti-communiste Zaïro-Angolais, voilà quel est l'enjeu de l'intervention soviétique, et partant, cubaine en Angola. Il s'agit pour la bureaucratie soviétique de préserver, voire de satisfaire sa clientèle diplomatique africaine parmi laquelle il faut placer le Congo, la Somalie, la Tanzanie, la Guinée, l'Algérie et maintenant la Guinée-Bissau.

Dès lors que les motivations soviétiques sont de cette nature et qu'une partie de la bourgeoisie américaine choisit une solution plus souple envers l'Angola que la soutien bovin à l'Afrique du sud, un consensus recouvrant plus ou moins un nouveau projet de gouvernement de coalition à Luanda est envisageable. Outre le caractère totalement différent des forces politiques en présence, ceci détruit un peu plus la formule tape à l'œil « du nouveau Vietnam » en Angola. Il ne s'agit pas d'une bataille entre l'établissement d'un Etat ouvrier (le premier) en Afrique noire, et même si le conflit s'avérerait de longue durée, il n'impliquerait nullement les risques de la révolution indochinoise pour l'impérialisme américain.

C.Gabriel

REPRESSION A LUANDA

La nature nationaliste petite bourgeoise de la direction du MPLA et les pressions politiques de la direction soviétique ne sont pas sans conséquences sur les possibilités de développement de l'auto-organisation des masses et des courants politiques anti-capitalistes. Les derniers mois en Angola confirment cette analyse. Alors que le MPLA avait mené essentiellement la lutte de libération nationale en zone rurale, le milieu urbain allait, après le 25 avril, féconder des courants anti-capitalistes issus de la jeunesse étudiante et scolaire, sur laquelle le MPLA n'avait pas de contrôle direct.

Ainsi étaient apparus notamment, les Comités Amílcar Cabral (CAC) liés à l'UDP portugaise, et des éléments d'orientation marxiste-révolutionnaire comme les diffuseurs de *Revolução Socialista* (RS). Les CAC largement majoritaires au sein de cette extrême-gauche purent jouer un rôle décisif de pression sur le MPLA pendant toute une période et particulièrement sur la question des Comités de quartier, de leur coordination et aussi des milices d'auto-défense. La direction du MPLA composait de fait avec ces courants pour ne pas se couper d'une partie de la population urbaine. Dès que la guerre civile prit un autre cours, et qu'il fallut se préparer à une véritable guerre prolongée, il devint à la fois plus facile pour la direction du MPLA de contrôler les comités et d'isoler l'extrême-gauche, aidée en cela par des courants réformistes liés au PCP. Briser le poids des CAC sur les comités de quartier fut un premier objectif : Nito Alves déclara par exemple qu'après « le FNLA et l'UNITA, la lutte devra être menée contre les gauchistes ». A la radio on entendit des discours contre les « partisans de Trotsky et de Bakounine », et le journal « Pouvoir populaire » fut interdit.

Isolée, affaiblie, l'extrême-gauche pouvait subir l'estocade. En octobre, le comité de quartier de San Paulo est occupé par les FAPLA après l'arrestation de 9 éléments de ce comité, 11 autres militants sont arrêtés ailleurs alors que se multiplient les interdictions envers des franges plus larges. En novembre ils seront relâchés et une partie expulsés vers le Portugal. Les CAC sont brisés et la direction du MPLA peut à loisir contrôler les structures de base du « Poder popular ».

Donner à ces formes d'auto-organisation un contenu anti-capitaliste devait évidemment fournir l'occasion d'une bataille frontale contre la direction du MPLA. Celle-ci a été perdue dans une conjoncture de guerre pour laquelle l'extrême-gauche ne donnait que des réponses partielles. Les CAC ont développé des conceptions opportunistes et entristes vis à vis du MPLA alors que d'autres ont pu, au contraire, se tromper par certains aspects abstraits de leur politique. Mais tous voulaient donner un contenu anti-capitaliste à la révolution angolaise. Certains de leurs militants sont morts face au FNLA et à l'UNITA. La normalisation à Luanda constitue donc un blocage volontaire et prévisible de la part d'une direction nationaliste et de ses soutiens stalinien. Notre solidarité envers la République Populaire d'Angola ne doit d'aucune manière taire la dénonciation de cette répression.



long terme, entre une politique tournée vers la défense brutale des Etats sud-africains et zairois et celle plus souple suivant les méandres de la diplomatie africaine. Holden Roberto a compris ce débat lorsqu'il déclare à Newsweek : « sans considérer les Etats-unis comme les gendarmes du monde, j'estime qu'ils sont les gardiens de la liberté mondiale ». A propos de l'engagement sud-africain au côté de ses troupes, le leader du FNLA se félicite de l'attitude des Sud-africains qui « viennent combattre l'incendie quand la maison de leur voisin brûle. Peut-être ne le font-ils pas par amour pour leur voisin, mais pour éviter que leur propre maison prenne feu à son tour. Les nations occidentales devraient en tirer la leçon ».

Les soupirs de Holden ne peuvent, pour autant, dissimuler l'aide qu'il a déjà reçue de l'impérialisme.



« L'attaque de l'arsenal militaire de Bernal pourrait laisser croire que la question du pouvoir se pose en termes concrets et immédiats... »

Une nouvelle attaque de La Moncada ?

Deux jours après l'échec de la mutinerie des aviateurs de la base de MORON, les militants de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) appuyés semble-t-il par les Montoneros (Jeunesses Péronistes révolutionnaires) ont mené la plus grande action de guérilla qu'ait connue l'Argentine. Pour attaquer l'arsenal militaire de Bernal, dans la banlieue sud de Buenos-Aires, l'ERP et les Montoneros ont engagé cinq cents militants dont plus de la moitié appuyés par des fusils-mitrailleurs et des armes lourdes, ont directement participé à l'assaut de l'Arsenal, pendant que le reste opérait des actions de diversion dans de nombreux quartiers de la capitale.

Après avoir entièrement bouclé une zone d'environ cent kilomètres carrés autour de l'Arsenal, l'armée et la police ont engagé au cours d'un assaut qui a duré plus de six heures, des forces considérables : fusilliers marins, mortiers, avions équipés de roquettes, hélicoptères, blindés. L'opération aurait fait une centaine de victimes dans les rangs de la « guérilla ».

■ Les premières réactions d'une partie de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire argentine, le montrent très clairement : l'attaque contre l'arsenal survient à point nommé pour justifier a posteriori, le coup d'Etat avorté du 18 décembre et servir de machine de guerre contre le gouvernement d'Isabel Peron. D'où la nécessité de tirer, dès maintenant, le bilan de cette opération, car les répercussions qu'elle pourra avoir sur l'évolution de la situation politique sont d'ores et déjà prévisibles.

Les tentations du coup d'Etat

Depuis la grève générale de juillet (qui avait paralysé l'activité économique du pays pendant 48 h) où avait été mis en évidence l'échec de l'opération de stabilisation politique, sociale et économique entreprise depuis le retour de PERON, la bourgeoisie argentine et son principal pilier, l'armée, se scindent et s'affrontent en deux camps, partisans de politiques radicalement contradictoires. Face à un mouvement ouvrier qui a su démontrer avec force ses capacités de poste et d'organisation indépendamment de la bureaucratie syndicale, une fraction de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire est favorable aujourd'hui à un retour en force de l'armée à la tête du pays. Dénouant tout à la fois le climat d'insécurité et de violences, la corruption du régime et l'échec de la lutte contre la guérilla (qu'il s'agisse de guérilla urbaine ou rurale, avec particulièrement l'engagement depuis février de 5 000 soldats et gendarmes, appuyés par l'aviation dans une tentative de réduction du foyer de guérilla rurale de l'ERP dans la province de Tucuman), l'extrême-droite, s'inspirant de l'exemple des pays voisins (Chili,

Uruguay), voudrait normaliser la vie politique argentine en provoquant une attaque frontale contre le mouvement ouvrier.

Bien qu'encore minoritaire, l'extrême-droite anti-péroniste voit son audience et son influence grandir de jour en jour. Les méthodes qu'elle préconise dans la lutte contre la guérilla et le mouvement ouvrier sont pour la plupart d'ores et déjà appliquées : le 20 novembre la police et l'armée ont pris d'assaut une mine en grève de Sierra Grande, dans la province du Rio Negro, arrêtant plus de 300 des 1500 grévistes, parmi lesquels tous les dirigeants de l'ADMA (Syndicat des mineurs argentins) et les membres du comité de grève. Au cours des trois dernières semaines, 50 000 militaires gendarmes et policiers ont participé à une opération de « ratissage » sur l'ensemble du pays, qui s'est soldée par l'arrestation de 3 000 personnes. De là, à proposer de mettre l'armée directement à la tête des affaires du pays, il n'y a qu'un pas, que les mutins de l'armée de l'air ont allégrement franchi.

L'ultime recours

L'échec du coup d'Etat montre que, aujourd'hui encore, la plus grande partie de la bourgeoisie et de l'armée n'est pas résolue à jouer la carte du coup de force. Ayant tiré les enseignements de l'échec de la dictature militaire de 1966 à 1972 et des difficultés économiques, politiques et internationales que rencontre le Chili deux ans après le coup d'Etat sanglant de Pinochet, elle préfère se ménager cet ultime recours, en cas de dégradation encore plus profonde de la situation.



Sipa press

La police argentine en action

En effet, si la classe ouvrière a fait preuve d'autonomie politique et organisationnelle pendant la grève générale de juillet, la bureaucratie de la CGT argentine a su reprendre le contrôle de la lutte et garde en partie son emprise sur le mouvement ouvrier. La situation catastrophique de l'économie argentine, le poids de la bureaucratie, les illusions réformistes et nationalistes qu'ont entraîné le péronisme, font que la classe ouvrière reste aujourd'hui sur la défensive.

Pour contrer l'action des groupes qui mènent la lutte armée, la bourgeoisie préfère encore rester dans le cadre de la « légalité constitutionnelle », renforçant l'action de ses bandes armées légales par l'intervention des commandos fascistes de l'AAA (Alliance Anti-communiste Argentine, responsable de la mort de plusieurs centaines de militants ou de sympathisants d'organisations se réclamant du mouvement ouvrier), en même temps qu'elle cherche à développer l'arsenal judiciaire dont disposent les forces de répression dans leur lutte contre la « subversion ».

L'attaque de l'Arsenal Militaire de Bernal par son envergure, pourrait laisser croire que la question du pouvoir se pose en termes concrets et immédiats. Il n'en est rien.

Au contraire, parce qu'elle ne s'appuie pas sur une mobilisation de masse qui puisse poser la question du pouvoir en termes d'alternatives, parce qu'elle ne tient pas compte du niveau de conscience de la classe ouvrière, des rapports de forces, entre les classes, ni même des contradictions existant au sein de la bourgeoisie, l'action menée conjointement par l'ERP et les Montoneros risque d'avoir deux effets extrêmement néfastes sur l'évolution de la situation politique. D'une part, elle va renforcer l'extrême-droite anti-péroniste en donnant plus de poids à leurs arguments, d'autre part, au lieu de favoriser le regroupement des travailleurs les plus conscients qui ont rompu avec le péronisme elle risque d'augmenter l'isolement des groupes de la gauche révolutionnaire, retardant d'autant la rupture de la classe ouvrière avec la bureaucratie syndicale.

J. Tonnac

● A plusieurs reprises, ces dernières semaines, Avanzada Socialista organe du Parti Socialiste des Travailleurs argentins (organisation sympathisante de la IV^e Internationale) a manifesté sa position sur le problème des prisonniers politiques en Argentine :

« Il y a deux mois environ, notre parti a commencé à participer aux réunions d'une commission des parents de prisonniers politiques, emprisonnés pour des raisons professionnelles ou des activités à l'Université... Pour nous les guerrilleros ne sont pas des prisonniers politiques... Ils n'apparaissent pas politiquement mais militairement. Ils ne sont pas détenus pour des raisons politiques, mais pour des raisons militaires... C'est pourquoi, en tant que prisonniers, ils sont indéfendables d'un point de vue politique et notre parti ne réclame pas leur libération en tant que telle (Avanzada Socialista n° 170, 8.11.75). « Nous voulons que les crimes qu'ils (les guerrilleros) ont commis contre la propre classe ouvrière soient jugés non par l'hypocrisie et partielle justice des patrons, mais par des tribunaux ouvriers et populaires. Mais, maintenant, nous sommes totalement opposés, sous quelque forme que ce soit au combat pour leur libération. Nous convergions sur ce point avec l'immense majorité de la classe ouvrière qui ne lèvera pas le petit doigt pour eux » (Avanzada Socialista n° 173).

Un aussi grave manquement à la solidarité prolétarienne la plus élémentaire, par delà les divergences d'orientation, réclame une énergique condamnation de notre part. D'autant plus qu'il vient d'une organisation elle-même en butte à la répression, et dont plus d'une dizaine de militants sont tombés cette année sous les balles des bandes fascistes. Nous tenons à réaffirmer notre entière solidarité avec tous les emprisonnés politiques argentins, et notre participation à la lutte pour leur libération.

ROUGE



Manifestation des syndicats péronistes « officiels »

Fotolib



Manifestation clandestine à Barcelone.

journées nationales pour la libération de la femme

La résolution suivante a été adoptée après un large débat contradictoire

■ Les premières journées nationales pour la libération de la femme se sont tenues à Madrid les 6, 7 et 8 décembre. 500 femmes y ont participé, venues des différents points de l'Etat espagnol : Galice, Santander, Logrono, Valladolid, Valence, Madrid, Castille, Catalogne, Alicante, Salamanca, Malaga, Séville, Alfacete, et Canaries.

Les différentes tendances féministes existantes dans notre pays étaient représentées à cette réunion.

la première fois depuis 1939

Ces journées prennent une importance d'autant plus singulière que c'est la première fois depuis 39 ans que se tient un congrès féministe ouvert et démocratique à l'échelle de tout l'Etat espagnol. L'importance de ce congrès tient aussi à la convergence des efforts divers, aux échanges d'expériences entre les différents mouvements et personnes concernées par la cause de la libération de la femme et le contexte politique dans lequel se déroule ce congrès. Ce contexte politique est marqué d'une part par la continuité que ce gouvernement continue de vouloir imposer et d'autre part par l'offensive générale du peuple pour instaurer un système démocratique.

Alors que toute la population espagnole se regroupe pour définir la meilleure attitude à tenir pour défendre ses intérêts, les femmes assument, elles, la nécessité de définir leurs propres intérêts.

Elles assument la nécessité de participer activement à la défense de ces intérêts et d'être partie prenante dans la mise en œuvre d'un changement démocratique, et d'acquiescer par

là une présence réelle dans cette alternative qui se présente aujourd'hui à tous les citoyens de l'Etat espagnol.

Pendant ces journées un télégramme et un communiqué ont été envoyés, après avoir été adoptés majoritairement.

Le télégramme était adressé à Juan Carlos et protestait contre les arrestations effectuées le dimanche 7 autour de la prison de Carabanchel, réclamait l'amnistie générale, l'abrogation du décret loi sur le terrorisme et refusait tout politique émanant d'un gouvernement non élu par le peuple et qui ne garantit pas les libertés démocratiques.

Dans le communiqué, qui est adressé aux prisonnières de l'Etat espagnol, les participantes de ces journées expriment leur solidarité et s'engagent à lutter pour leur libération.

un mouvement féministe, révolutionnaire et autonome

La femme dans notre pays est consciente de ce que le manque de libertés, a entraîné sa marginalisation de la vie sociale à tous les niveaux et sous tous les aspects.

Pour que la femme, comme être humain, et afin de disposer de possibilités d'action réelles dans la lutte engagée pour que nul n'ait le droit de se réaliser aux dépens d'un autre, puisse acquiescer majoritairement une conscience claire de ses problèmes spécifiques, la population féminine doit participer activement à l'action pour l'obtention des libertés démocratiques, de l'amnistie, des droits de réunion, d'association et d'expression ainsi que de la constitution d'un gouvernement démocratiquement élu.

En même temps, est affirmée la nécessité d'un mouvement féministe, révolutionnaire et autonome dans notre pays, qui défende à tout moment les revendications spécifiques de la femme pour éviter toute discrimination à quelque niveau que ce soit : au niveau de la loi, du travail, de la famille ou de la sexualité. Nous sommes conscientes que la dimension politique que revêt la situation de la femme à chacun de ces niveaux est la cause de la continuelle marginalisation de ses intérêts dans les sphères de décision de ce pays.

Argentine : dernière minute

Nous venons d'apprendre l'arrestation à Buenos Aires le 28 décembre, de l'avocat Roberto Quieto, l'un des principaux dirigeants des Montoneros. Connaissant les habitudes de la police et de l'armée, Quieto peut être assassiné pour « délit de fuite » dans les jours qui viennent. C'est un devoir pour les révolutionnaires d'intervenir immédiatement auprès de l'ambassade et des consulats argentins.

UNE DYNAMIQUE DE LUTTES

L'avènement de Juan Carlos a ouvert une nouvelle situation politique en Espagne : ceci, moins par les initiatives du gouvernement que par les mobilisations de masses enclenchées pour la satisfaction des revendications politiques, économiques et sociales des travailleurs.

En effet, malgré une réelle volonté de « réformer la dictature », les propositions de Fraga Iribarne, du Comte de Motrico, loin de contenir le mouvement de masse, de développer des illusions sur leur capacité réelle à « démocratiser », ont provoqué une dynamique politique et sociale qui touche tous les secteurs populaires de la société espagnole.

Des pétitions massives pour l'amnistie aux manifestations autour des prisons pour la libération des prisonniers politiques, toutes les mobilisations indiquent les cibles à abattre : les institutions de la dictature franquiste.

Ces luttes pour la conquête des libertés démocratiques sont d'autant plus vigoureuses qu'elles coïncident avec la bataille des commissions ouvrières et des enclaves combatifs sur les négociations des conventions collectives, avec le développement de luttes massives à l'université et les premières manifestations de femmes qui, en Espagne, atteindront d'énormes proportions étant donné l'acuité de la question.

Toutes ces luttes annoncent la naissance d'un nouveau cycle du mouvement de masse, qui dans son ampleur et sa force affirme ses objectifs : le renversement de la dictature !

En voici les premiers témoignages : une résolution signée par de nombreuses associations de femmes, et un interview d'un membre du BP de la LCR-ETA(VI) (p.18-19)

témoignage d'un ouvrier de la construction

● « Je suis ouvrier dans la Construction, j'ai 40 ans, je suis marié et j'ai 2 enfants en bas âge.

Le 12 décembre 72, j'ai été arrêté chez moi par la garde civile sans un mot d'explication. Ils m'ont conduit en prison. Là, j'ai été interrogé pendant 12 heures consécutives pendant lesquelles ils n'ont pas cessé de me battre.

Blessé, j'ai voulu faire constater mon état par un médecin qui a refusé de le faire.

J'ai ensuite été transféré à la Direction Générale de la Sécurité (DGS) à Madrid où j'ai appris que j'avais une amende

de 100 000 pesetas et que j'étais condamné à 6 ans de prison ferme pour « fait de grève dans la matinée du 12 décembre ».

Mis en liberté provisoire, j'ai cherché du travail, car mon patron m'avait licencié entre-temps. Lorsque je suis revenu à ma sortie de prison, il m'a chassé en me traitant de « rouge ».

Pour moi, « l'indulto » m'ôte 3 ans des 6 ans auxquels j'ai été condamné.

Voilà, je pense que mon témoignage montrera ce que sont les libertés dans ce pays. Utilisez-le au mieux. »

contre la situation qui rend possible que l'homme nous opprime

Nous pensons, que si, l'autonomie du féminisme comme organisation revendicative est indispensable, ce n'est que par la présence active et théorique de la femme dans les structures et les programmes chargés de développer les revendications sociales qu'elle pourra atteindre ses objectifs. Notre lutte en tant que femmes ne doit pas être une lutte contre le sexe masculin, mais contre la situation qui rend possible que l'homme nous opprime, contre les structures qui maintiennent le pouvoir de décision, d'élaboration et d'action entre des mains exclusivement masculines.

- Association des femmes au foyer castillanes et des 19 délégations.

- Association des femmes au foyer des districts de Ventas, Chamar,

Tingetafe, Tetuan et environ, Moratalaz.

- Hoac Diocesienne, Mouvement apostolique Seglar.

- Réseaux syndicalistes féminins de Madrid.

- Association espagnole de femmes universitaires de Madrid et Barcelone.

- Commission féminine des amis de l'Unesco d'Alicante.

- Sous commission féminine du club commercial de Valence.- Section féminine des associations de voisins du « Cid » et de « Dehesa » à Valence.

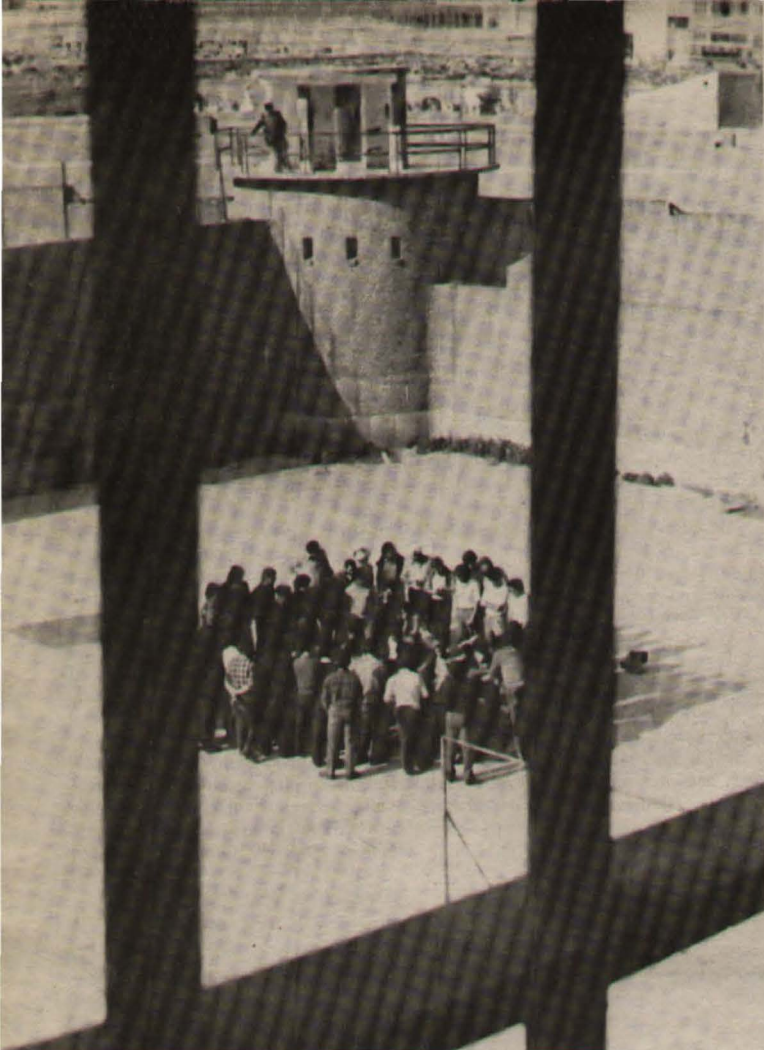
- Association de femmes de Hogar de Torre la Vega.

- Sections féminines des associations de voisins « Can Serra » et « Collblanc Torran » de Hospitalet.

- Centre social de la Florida de Hospitalet.

Madrid le 8.12.75

les intertitres sont de la rédaction



Parmi les piliers du franquisme auxquels le mouvement de masse s'attaque : à gauche la prison politique de Carabanchel, à droite les dignitaires de la Falange

« La formidable provoqué les mob régions de l'Etat satisfaire des ry Iribarne pour lib

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU BP DE LA LCR-ETA VI

au grand capital d'asseoir sa domination.

Les rapports de classe s'étant transformés, une telle politique devenait un obstacle à la domination de la bourgeoisie.

D'une dictature féroce, d'une répression frontale contre le mouvement de masse — devenues inefficaces — la bourgeoisie doit passer à une légalisation partielle du mouvement des masses et à une politique de concessions sociales.

C'est ce que ses secteurs les plus dynamiques ont compris, comme seule solution pour bloquer le processus de renversement de la dictature.

C'est le sens des propositions pour un Pacte social, propositions reprises par l'ensemble du grand capital.

Mais pour qu'il y ait Pacte, il faut qu'il y ait dans la classe ouvrière, un interlocuteur valable pour la bourgeoisie : en l'occurrence, des gens représentatifs.

Or, il est clair — et en premier lieu pour la bourgeoisie — que la CNS n'est pas cet interlocuteur représentatif.

Prenons l'exemple des usines Standard, trust national ayant des entreprises à Madrid, Barcelone, Bilbao et dans d'autres régions.

Il y a un mois, lors des discussions pour les conventions collectives, la CNS — le syndicat vertical — s'opposait à des négociations nationales pour lui préférer des négociations partielles, secteur par secteur, usine par usine ; les délégués de base — les enlances — élus et représentatifs de l'ensemble des travailleurs refusèrent le diktat de la CNS. Alors... Alors, ce fut la direction générale du trust Standard, qui, sous la pression des travailleurs, paya le voyage de tous les enlances pour organiser des négociations nationales à Madrid... Bafouant ouvertement les bureaucrates de la CNS.

Cet exemple illustre assez bien les objectifs du grand capital. Mais, là encore, les projets, leur application même dans un secteur sont une chose ; leur réalisation généralisée en est une autre.

En particulier, pour la réalisation d'un tel pacte social, la bourgeoisie devra surmonter des problèmes qui jusqu'à ce jour bloquent une telle politique :

— d'abord, éliminer l'appareil de la CNS, qui constitue encore un des piliers fondamentaux des institutions franquistes ; et on voit déjà la dynamique de telles initiatives, qui si elles étaient prises, ouvriraient une profonde crise des institutions franquistes. • Ensuite, obtenir l'accord de parties importantes du mouvement de masse, ce qui ne peut se faire qu'au prix d'une politique de concessions significatives, car le mouvement de masse ne peut aujourd'hui, moins que jamais, se satisfaire de miettes... et là encore, on voit la dynamique...

Dans le domaine des institutions, y a-t-il déjà des initiatives prévues ?

Toutes les initiatives vont dans le sens d'une reprise en charge directe de toutes les affaires du pays par la bourgeoisie.

— la réduction d'une série de pouvoirs de Juan Carlos — qui n'assiste plus au Conseil des ministres, contrairement à Franco.

— L'élimination progressive des bureaucrates franquistes d'une série de postes-clés.

— La nomination de gouverneurs civils dans toutes les régions, parrainés par Fraga Iribarne (ministre de la Gobernación)

— Les projets de restructuration des Cortès en une chambre élue et une désignée — projet qui est en discussion, et donc non officiel.

Toutes vont dans le sens d'une transformation du personnel politique et donc avivent les oppositions entre « Fragistes » et bureaucrates franquistes, qui occupent les postes clés de l'appareil d'Etat.

Les oppositions sont apparues au grand jour avec l'apparition de la « Junta de Defensa Policial ». A Madrid, face à certains projets de restructuration de la police, est apparu un document d'une « Junta de defensa policial » qui expliquait noir sur blanc : « L'Espagne peut connaître demain les destinées du Portugal ; dans ce pays, les possédants ont tenté de faire pardonner leurs crimes en présentant à la vindicte publique la PIDE (police politique).

En Espagne, la BPS — police politique — ne sera pas la Pide. La BPS ne sera pas le Bouc émissaire pour tous les crimes du franquisme. Dès aujourd'hui nous nous préparons et nous appelons tous les policiers, tous les membres de la BPS à s'armer pour résister à l'ennemi. »

Voilà, ces déclarations sont très claires, elles indiquent que la bureaucratie franquiste n'acceptera pas « la transition pacifique », elle défendra ses privilèges et postes avec becs et ongles.

Ce la doit inciter plus que jamais les organisations ouvrières, à mettre au centre de leurs activités toutes les actions, manifestations qui touchent au démantèlement des institutions franquistes.

Dans ce sens peux tu préciser les caractères particuliers de cette nouvelle étape de montée du mouvement de masse ?

La nouvelle situation politique a certes, accentué tous les facteurs de radicalisation des masses. Mais c'est la bataille pour l'amnistie, pour la libération de tous les prisonniers politiques, qui cristallise la mobilisation des masses ouvrières et populaires.

Des pétitions des conseils d'administration de Pontevedra à la manifestation des 30 000 de Carabanchel, c'est la première fois, qu'au même moment et sur la même revendication, — l'am-

Il semble que l'avènement au pouvoir de Juan Carlos ouvre une nouvelle conjoncture en Espagne. Peux tu souligner les facteurs politiques qui la marquent ?

L'objectif prioritaire, pour le grand capital, est aujourd'hui de rompre graduellement avec un système où un homme — Franco — et sa camarilla concentraient tous les pouvoirs, pour essayer d'avoir une prise directe sur les affaires du pays. C'est ce qu'indique la politique de « réforme de la dictature » qui, pour la bourgeoisie vise d'une part le blocage de tout processus de renversement de la dictature, d'autre part le maintien dans les grandes lignes, du système politique actuel. Mais ces projets sont d'ores et déjà confrontés à plusieurs obstacles.

D'abord « cette réforme de la Dictature » ne peut s'appuyer que sur les institutions actuelles, dominées par une bureaucratie franquiste, qui s'oppose, elle, à toute réforme.

Cette « résistance » s'est manifestée, ces dernières semaines à plusieurs reprises, par les déclarations de procuradores (députés) des Cortès, des bureaucrates de la CNS, et des tortionnaires de la Brigade Politico-social (BPS police politique).

Ensuite, cette « réforme » doit conduire à légitimer le pouvoir actuel aux yeux des masses, ce qui implique la recherche d'une base sociale et donc une série de concessions significatives sur le plan social.

Or, la formation sociale espagnole, l'économie ne sont pas assez solides, pas assez fortes pour résister à une telle politique.

Cela, d'autant plus que se développe une nouvelle montée du mouvement de masse qui déborde systématiquement tous les projets du régime.

En effet, les masses, qui après la

mort de Franco avaient nourri de nombreuses illusions sur la « Libéralisation », loin d'espérer des « nouveaux maîtres », se sont lancées dans un mouvement d'ensemble pour l'amnistie et la satisfaction des revendications.

Cette formidable dynamique sociale qu'ont provoqué les mobilisations de l'ensemble des régions de l'Etat espagnol, ne peut se satisfaire, aujourd'hui des rythmes prévus par Fraga Iribarne, pour libéraliser.

Les masses ne pensent pas et ne veulent pas attendre. C'est pourquoi, elles tendent à s'opposer de plus en plus au régime. C'est tout le sens des manifestations de 30 000 personnes à Carabanchel, de 10 000 à St Sébastien, de 5000 à Pampelune, des pétitions et manifestations massives dans tout l'Etat espagnol.

Peux tu développer sur les projets actuels de la bourgeoisie et cerner les contradictions actuelles du régime ?

La partie qui se joue actuellement est très serrée. Car pour la bourgeoisie, l'Etat auquel s'était réduit la dictature — lors des dernières exécutions — à savoir, un appareil bureaucratique-policiers isolé et sans base sociale — était devenu fort dangereux pour son système global de domination ; c'est pourquoi, il lui fallait absolument transformer son mode de domination politique.

Dans cette « réforme de la Dictature » elle est confrontée à plusieurs problèmes :

• D'abord le passage de la Dictature à un Etat fort, d'un « système à l'allemande » comme la grande presse le signale.

En effet, la Dictature ne pouvait servir la bourgeoisie qu'au travers d'une politique de répression efficace et d'un jeu intelligent d'équilibre entre les diverses fractions bourgeoises, qui permettrait

dynamique sociale qu'ont lisations de l'ensemble des espagnol ne peut pas se thmes prévus par Fraga éraliser le franquisme. »

nistie — que des professions entières, des quartiers, villes, villages entiers participent à une telle campagne politique.

Le caractère de masse de ces manifestations — plus d'un million de personnes mobilisées —, la combativité du mouvement de masse, sa force révèlent aussi une diversité et une inégalité dans les niveaux de conscience.

A Madrid, à Barcelone, les batailles pour l'amnistie sont souvent engagées avec des luttes pour la satisfaction des revendications, et autour des négociations des Convenios (conventions collectives).

En Euskadi, les campagnes pour l'amnistie s'articulent directement avec des mots d'ordre de dissolution des corps spéciaux de police, d'épuration de l'appareil d'Etat et des administrations d'usines, d'élimination des bureaucrates franquistes, etc.

Mais partout, ces mobilisations indiquent que loin de se laisser leurrer par les illusions de Fraga Ibarne, du Comte de Motic et des autres, les masses comprennent bien les limites de l'Indulto — 500 prisonniers politiques sur les 6 000 libérés — et la nécessité de lutter jusqu'à l'amnistie totale.

Une autre question illustre bien, aussi la dynamique du mouvement de masse, en particulier dans les usines : c'est la question syndicale.

Aujourd'hui, se dégage un profond courant unitaire pour la construction d'un syndicat en marge de la CNS, courant qui est apparu notamment dans les banques lors des négociations sur les Conventions collectives et le 11 décembre où 3 000 — urbains — combattifs de tous les secteurs et branches — construction, métallurgie, etc. — appelèrent à la grève générale le 16 décembre, hors du cadre de la CNS.

Ce courant est tel, qu'il transparait aujourd'hui au travers de débats dans la presse, et qu'il contraint la bourgeoisie à avancer une série de réponses.

En effet, cette dernière est confrontée à l'alternative suivante :

- ou elle maintient le statu-quo, refuse les réformes, et laisse le mouvement ouvrier dans l'activité extra-légale, ce qui lui ôte toute marge de manœuvre face au processus de renversement de la dictature. La bureaucratie franquiste, l'appareil de la CNS, défendent ses intérêts, elle opte d'ores et déjà pour une telle solution.

- ou elle casse la bureaucratie franquiste, vu les conditions pour la convocation d'un « Congrès syndical Constitutif » (Congreso sindical Constituyente). Et alors là, malgré toutes les manœuvres, malgré tous les accords possibles entre le grand capital et les directions traditionnelles du mouvement ouvrier, la dynamique unitaire de masse pour un syndicat indépendant débordera largement le cadre pré-établi.

Les rapports entre les classes la pression du mouvement de masse, con-

traint des secteurs importants du grand capital à envisager la seconde solution, mais seule une mobilisation massive intransigente et unitaire de la classe ouvrière peut permettre à celle-ci de construire son syndicat.

A ce propos, l'exclusion du PCE d'une solution politique bourgeoise semble avoir modifié son apparition

Cette situation l'a conduit à un plus grand activisme. Mais, le PCE poursuit son orientation générale de collaboration de classes. Qui plus est, depuis la mort de Franco, toute l'activité du PCE est guidée par sa volonté de démontrer à la bourgeoisie qu'il ne peut y avoir de solution politique viable sans le PCE, qu'il n'y a pas de transition pacifique possible sans le PCE.

C'est que le PCE a senti les dangers possibles de marginalisation face aux manœuvres de Fraga Ibarne, des principaux partis bourgeois, du PSOE. Aussi redouble-t-il d'activités, d'initiatives : Carillo déclare même que l'époque des journées pour l'amnistie ou les revendications est dépassée. Chaque jour doit gagner en intensité toutes les journées organisées jusqu'alors.

Cette démagogie ne peut que couvrir la politique opportuniste courante du PCE, mais elle encourage aussi, un cours sectaire du PCE, qui s'est manifesté par le refus d'appel unitaire pour la grève générale du 11 décembre, contraint à toutes les grèves générales d'Euskadi.

Une telle attitude ne peut que mettre en porte à faux nombre de militants du PCE, désarmés, face à la nécessaire unité pour renverser la dictature.

Sur la construction du syndicat un débat semble avoir éclaté au sein du PCE. Peux-tu définir les différentes positions ?

Les courants qui s'opposent dans le PCE sur ce terrain, reflètent — certes de manière très déformée — l'histoire de ces dernières années du mouvement ouvrier espagnol.

Après les dernières élections syndicales où les CUD — candidatures unitaires et démocratiques — obtinrent un énorme succès, conquérant 80 % des élus, — les enlances — le PCE a privilégié ce terrain d'action au point de désertier les commissions ouvrières.

Aussi, après la publication du livre du Pujada y Baix, « las CUD », un courant entier au sein du PCE a saisi cette occasion, pour défendre la construction du syndicat futur exclusivement sur la base des CUD.

A cela, Camacho et Sartorius, vieux militant ouvrier, défendant leurs propres intérêts de dirigeants des commissions ouvrières, ont rétorqué très sèchement, expliquant qu'aucun syndicat ne peut naître hors des commissions ouvrières : l'orientation actuelle, privilégiant les enlances, ne pouvant mener,

selon eux qu'à la liquidation des CCOO (Commissions ouvrières).

Dans cette bataille d'orientation, Santiago Carillo — une fois n'est pas coutume — a pris une position intermédiaire. Dans le dernier « Nuestra Bandera » (revue du PCE), après avoir défini les CCOO comme mouvement socio-politique intégrant « les structures légales — les enlances, las CUD — et les structures illégales » Carillo explique la nécessaire combinaison, entre les CCOO et enlances sans privilégier telle ou telle structure.

Mais pour conclure, Carillo juge inopportune la bataille pour la convocation immédiate d'un congrès syndical constituant, préférant sans doute les manœuvres et négociations de sommet où chacun tentera de gagner des positions.

Et l'extrême-gauche ?

Les principales forces poursuivent leurs cours droitiers MCR et ORT, très sensibles aux pressions extérieures ont oscillé ces dernières semaines entre un suivisme politique vis à vis du PCE justifié par la crainte de l'isolement, la nécessité « de ne pas se couper des masses, etc. » et une grande combativité de leurs militants liés, la plupart, à l'expérience des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière, en particulier en Euskadi.

Cependant, dans la conjoncture actuelle, leur suivisme politique vis à vis des réformistes tend à se manifester de plus en plus, ce qui d'ailleurs ne va pas sans provoquer des problèmes au sein de ses organisations.

Aussi, face à la junte démocratique et au projet de collaboration de classe du PCE, loin de tracer la voie concrète du renversement de la dictature, la combinaison des luttes pour les libertés démocratiques, la satisfaction des revendications ouvrières culminant dans la bataille pour la grève générale par l'unité et l'indépendance des organisations ouvrières, traçant ainsi une alternative stratégique au réformisme, MCE et ORT intègrent un autre bloc de collaboration de classes : la convergence démocratique. Le MCE allant jusqu'à signer un appel avec le PC, le PSP de Tievro Cualvan, la Junte démocratique, stipulant « l'appel à la bourgeoisie à un procès de rupture pacifique avec la dictature ! »

Quant au groupe ultra-gauche OICE, la nécessité centrale de ruptures anti-capitalistes et anti-réformistes le mènent à une accentuation de sa politique sectaire et à un total isolement.

En s'éprouvant, à esquiver le comment de la chute de la dictature, à manquer de repères stratégiques, face aux réformistes, ces courants se condamnent à suivre les réformistes sur leur propre terrain, et ceci de manière moins conséquente.

Enfin, peux-tu développer les axes centraux de la politique de la LCR-ETA VI ?

La situation politique actuelle met au centre de toutes les luttes, de toutes les manifestations, tous les mots d'ordre, revendications, initiatives qui vont dans le sens du démantèlement des institutions franquistes.

Ces axes revêtent d'autant plus d'importance, pour les marxistes-révolutionnaires, que depuis la guerre civile, les formes politiques de l'Etat bourgeois espagnol coïncident avec la dictature franquiste ; ainsi toutes les batailles pour la libération des prisonniers politiques, la dissolution des corps spéciaux de la police, l'épuration de l'armée, de la police, des administrations ont-elles une dynamique politique et sociale qui attaquent les fondements mêmes de l'Etat bourgeois.

Ces revendications assumées par des secteurs de masse sans cesse plus nombreux s'articulent et d'autre part, directement avec les luttes pour la conquête des libertés démocratiques : droit de grève, de réunion, de manifestation, liberté de la presse, droit de vote, conquêtes qui face aux manœuvres de la bourgeoisie, face aux frauduleux projets de restructuration des Cortès, ne pourront être exercés que par une Assemblée Constituante, élue au suffrage universel.

De même, en Euskadi, Catalogne, Pais Valencia, Galice, seule l'élection au suffrage universel d'une Assemblée Nationale exerçant le droit à l'auto-détermination répondra aux aspirations de ces peuples.

Cependant, d'ores et déjà, sans attendre la convocation de tel ou tel organisme, nous pensons que seule la mobilisation des masses garantira leurs conquêtes ; c'est pourquoi nous appelons partout au renforcement des commissions ouvrières, à leur unification ; à l'unité de toutes les organisations ouvrières pour un congrès syndical constituant ; à la généralisation des Assemblées ouvrières, des comités élus et révocables d'usines, enfin à la lutte pour la satisfaction de toutes les revendications ouvrières que seul un gouvernement des travailleurs pourra réaliser.

Pour atteindre ces objectifs, le prolétariat d'Euskadi, par ses 3 magnifiques grèves générales a déjà montré la voie : celle de la grève générale, du Front unique des organisations ouvrières dans un comité central de grève.

Dans ce sens, fort de toutes ces expériences, des grèves d'Euskadi, nous appelons à l'unité de l'ensemble des organisations ouvrières et en particulier aux forces de l'extrême-gauche révolutionnaire, à la rupture de ces organisations avec tous les partis ou organismes de collaboration de classe, pour répondre aux aspirations des masses d'Espagne, d'Euskadi, de Catalogne, du Pais Valencia, de Galice, pour finir à tout jamais avec la dictature franquiste.

Pour des « zones libres » dans Rouge quotidien

■ - Le numéro zéro du quotidien ne pouvait pas donner une image de l'ouverture que nous souhaitons pour Rouge quotidien. Ploëck nous rassure dans Rouge hebdo n° 322 : « **Tout en affirmant notre point de vue politique fermement, nous ouvrirons nos colonnes à ceux qui n'ont pas les mêmes opinions révolutionnaires que nous. En outre les travailleurs pourront s'exprimer directement dans nos colonnes par le biais de leurs structures de lutte... Le courrier des lecteurs enfin sera aussi un lieu de rendez-vous et d'échanges permanents.** ». En un mot, nous sommes des « **trot-skystes unitaires** » qui allons faire un « **quotidien communiste ouvert** » ! Mais cette profession de foi non sectaire ne relève-t-elle pas d'un « **opportunisme tactique** » de la part d'une organisation qui va disposer de l'outil puissant d'un quotidien et qui, par le passé, n'a pas toujours montré la plus grande sensibilité unitaire ? Pour être convainquant nous devons montrer plus concrètement comment le Rouge quotidien s'inscrit et dans notre politique unitaire pour la construction du parti révolutionnaire et vis à vis des organisations de masse de la classe ouvrière dont nous entendons respecter scrupuleusement l'autonomie organisationnelle

Le quotidien et notre politique unitaire

En 69, après la campagne Krivine nous avions voulu les milliers d'électeurs en autant de militants de comités Rouge ! Nous avons rapidement corrigé ce triomphalisme. Il serait tout aussi naïf et sectaire de croire que la construction du

parti révolutionnaire de masse passe par l'adhésion de lecteurs de Rouge quotidien à la Ligue qui en s'enflant deviendrait ainsi progressivement le parti. Certes nous pensons être l'organisation qui pose le plus correctement en théorie et en pratique le problème de la construction du parti révolutionnaire mais nous sommes convaincus que la construction du parti passe par une recomposition globale du mouvement ouvrier débouchant sur des regroupements et des scissions, concernant aujourd'hui essentiellement les organisations d'extrême-gauche mais aussi demain les courants oppositionnels de gauche au sein du P.S voire du P.C.F. Si nous voulons avoir une politique unitaire crédible à l'égard de ces organisations et courants, nous ne pouvons nous contenter d'organiser des tables rondes et de proposer des tribunes libres épisodiques. Nous devons réserver une place systématique à ces organisations dans Rouge quotidien, indépendante de notre propre rubrique d'extrême-gauche, et où ces organisations pourront s'exprimer comme elles l'entendent, sur le sujet qu'elles souhaitent.

Nous devons débattre avec elles de la place et de la fréquence de cette rubrique réservée aux organisations d'extrême-gauche. Ne devraient être a priori écartées que les organisations sans la moindre représentativité ou les organisations pratiquant la violence physique et l'insulte grossière au lieu du débat.

Nous devons avoir la même politique à l'égard des mouvements autonomistes ou régionalistes, des mouvements autonomes de travailleurs immigrés, des différentes tendances du mouvement de libération des femmes... Pas seulement des interviews, des tribunes libres octroyées mais un droit : une place réservée dans Rouge quotidien ! Place d'autant plus justifiée que, sur ces problèmes particulièrement, nous ne pouvons prétendre disposer d'un programme achevé hérité du passé.

Le quotidien et les structures de lutte des travailleurs

Lip, le Portugal ont montré combien les travailleurs entendent disposer d'organes de communication (presse, télé...) où ils puissent s'exprimer eux-mêmes, échanger, eux-mêmes leurs informations et leurs analyses sans qu'un quelconque journaliste vienne mettre son grain de sel, fusse-t-il révolutionnaire. Evidemment ce n'est pas un hasard si les travailleurs ne disposent pas d'un tel outil : c'est que leur condition quotidienne d'exploitation et d'aliénation ne leur permet pas de le forger sans s'en remettre à des permanents. Mais lors des grèves actives prolongées comme Lip, lors des crises révolutionnaires comme au Portugal, les rapports sociaux éclatent libérant la

POUR LE QUOTIDIEN "OUVERT"



volonté de communication directe des travailleurs. Certes en voulant instituer dès aujourd'hui et en permanence de nouveaux rapports entre la presse (y compris révolutionnaire) et les travailleurs, le danger est grand de tomber dans la manipulation où deux travailleurs anonymes en colère parlent au nom de l'ensemble des travailleurs et viennent comme par hasard illustrer de leur propos une ligne politique bien précise.

Néanmoins nous devons dans Rouge quotidien, à côté des reportages, interviews, prises de position syndicales intéressantes... retranscrites dans la rubrique sociale du quotidien, réserver également une place aux structures de lutte des travailleurs, place politiquement indépendante du journal. Pour cette rubrique autonome nous devons faire des choix en fonction de la surface disponible (une demi page chaque jour pour commencer ?).

Nous devons privilégier les positions prises lors de luttes.

Nous devons privilégier les communiqués émanant de structures de démocratie ouvrière (assemblée générale souveraine, comité de grève, comité d'action représentatif).

Nous devons privilégier les structures de base : la section syndicale d'entreprise d'abord !, puis le syndicat, puis la fédération, puis la confédération. Enfin nous devons veiller à la représentativité de ceux qui parlent au nom d'une collectivité

Ainsi Rouge quotidien doit-il clairement semer de « zones libres » indiquées spécialement, exprimant notre volonté non seulement d'ouverture mais le droit que nous donnons sans contrepartie aux organisations d'extrême-gauche et aux structures de lutte des travailleurs en fonction de notre compréhension du problème de la construction du parti et de l'autonomie organisationnelle des organisations de masse de la classe ouvrière.

R. Yvetot

● Initialement prévu pour le 5 janvier, le n° 1 du quotidien ne sortira pas avant que nous ayons trouvé un local. Ce répit qui nous est accordé — malgré nous — nous voulons le mettre à profit pour améliorer le quotidien à partir du bilan établi après le premier n° 0. Un nouveau n° 0 sortira donc le vendredi 16 janvier et nous ferons en sorte qu'il soit, cette fois-ci, beaucoup plus près de la formule définitive. Comme pour le premier n° 0, ses conditions de réalisation ne seront pas encore celles du quotidien : il s'agira donc plus d'un brouillon que d'une épreuve. Brouillon qui, comme le n° 001 devra être source de critiques, suggestions, remarques de la part des lecteurs de Rouge. Dans la perspective d'un troisième n° 0 avant la fin janvier.

APPEL URGENT UN LOCAL POUR LE QUOTIDIEN

● Nous l'avons dit la semaine passée : par suite de pressions politiques, les locaux sur lesquels nous comptions pour Rouge quotidien nous ont été refusés.

Or maintenant, chaque jour qui passe sans local retarde d'autant la sortie du quotidien.

Trouver un local devient maintenant la priorité des priorités.

Nous lançons un appel à tous les camarades de la région parisienne, à tous ceux qui attendent ce journal comme un contrepoison, une arme dans leur bataille quotidienne. A tous les camarades d'autres organisations révolutionnaires, nous demandons un coup de main.

Comment nous aider ?

Il y a beaucoup de locaux libres à Paris, et beaucoup que nous ne connaissons pas. Ils sont peut-être près de l'endroit où vous habitez, ou sur un chemin que vous parcourez quotidiennement.

Nous cherchons un local qui ait entre 1500 et 4000 mètres carré, à Paris ou dans la proche banlieue près d'une station de métro.

Si vous avez un tuyau, passez le plus vite possible au 10, impasse Guéménée nous prévenir, ou envoyez-nous un mot. (Evitez de téléphoner)

155 848 9,31 !

■ En mai, commençait la souscription pour Rouge quotidien. Objectif : atteindre 200 millions d'anciens francs pour sortir le premier numéro le 5 janvier.

Huit mois après, à la veille de l'échéance du 5 janvier, nous n'avons pas atteint l'objectif. 155 millions d'A.F. sont dans nos caisses et la sortie du quotidien est reportée à quelques semaines, jusqu'à ce que nous ayons trouvé un local.

Est-ce un échec ? La sortie du quotidien est-elle compromise ?
Absolument pas !

Un retard d'un mois, un mois et demi, dans une entreprise de cette dimension, n'a rien de catastrophique. Et il n'est pas question de reculer. Bien au contraire. Au fil des semaines nous sentons grossir le mouvement d'intérêt pour le quotidien. La souscription est là pour en témoigner très concrètement. Après un démarrage assez lent (surtout après les mois d'été), elle enfle de jour en jour à un rythme accéléré. Depuis plus d'un mois, les bilans hebdomadaires sont supérieurs à 10 millions d'A.F. Les rentrées sont à la fois plus massives et plus variées. A cette vitesse, les 200 millions seront atteints d'ici un mois.

D'ores et déjà, nous pouvons affirmer que la souscription pour le quotidien est un large succès politique ! Jamais, dans l'histoire de notre organisation, une telle somme n'avait été recueillie, jamais nous n'avions drainé un si large courant de sympathie active ! D'ores et déjà, nous pouvons nous féliciter que la LCR ait été à la hauteur de son projet politique !

Donc, si le mouvement se maintient, si les militants de la LCR, les sympathisants et les centaines de camarades connus et inconnus qui nous aident continuent leur effort, le verrou financier sautera. D'autant plus qu'une évaluation plus précise des contraintes financières auxquelles nous serons soumis les premiers mois fait apparaître que nous aurons besoin d'un peu plus de 200 millions.

Puisque l'obstacle financier est en passe d'être levé (à condition, nous le répétons, que la souscription se maintienne au haut niveau qu'elle a atteint), puisque par ailleurs tout est sur pied (nous avons les machines, nous avons presque tout le personnel nécessaire, des numéros « 0 » vont sortir), pourquoi ne pas sortir le quotidien en janvier ?

C'est que, jusqu'à présent, nous avons échoué sur la question des locaux. Non faute d'en avoir visité (nous en avons recensé 200 et visité 70), non pas faute d'argent (bien que la minceur de la souscription les premiers mois ne nous ait pas permis d'engager les démarches avec suffisamment d'avance) mais parce que, chaque fois, alors que nous étions sur le point de signer, les banques ont fait échouer l'accord à cause... de notre particularité politique.

Rien n'est perdu de ce point de vue. Nous sommes sur de nouvelles pistes. Nos lecteurs parisiens peuvent nous en fournir d'autres. Dès que nous aurons ce local, Rouge quotidien sortira, après un délai d'un mois environ, nécessaire à l'installation des locaux et des machines. Cela peut être très bientôt.

Samedi 3 janvier 1975
19 H 30
au Petrin
86, rue Mouffetard
NICOLLET DANS « INRI » ou ne rit
plus assez du chemin de croix
Entrée libre pour les lecteurs de
Rouge



SOLDE ANTERIEUR 1435802.11

Groupe taupé Finances	200,00
Diffuseurs Turgot	100,00
Finances	67,00
Groupe taupé Impôts	144,00
Travailleurs sociaux	40,00
Arts et Métiers	50,00
Groupe taupé HLM	620,00
B.D. Paris	100,00
Diffuseurs Sedan	100,00
Diffuseurs Sedan	130,00
Santé Nord Paris	180,00
Diffuseurs Téléciné	680,00
Caisse primaire centrale S.S.	100,00
Enseignants Vincennes-Fac	50,00
Élèves infirmiers Paris Nord	307,00
Divers	60,00
Diffuseurs Elbeuf	320,00
Enseignant Mâcon	30,00
Canavade PSU Mâcon	10,00
Sympathisants de Caen	600,00
D.M.R. Orsay	500,00
Diffuseurs Orléans	374,00
J.P. Lyon	500,00
Groupe taupé Cédex de Lyon	200,00
Diffuseurs Avignon	10,80
Normalien	100,00
Un couple de Sympathisants	100,00
B.B. Charité/Lore	300,00
G. Cern	50,00
Diffuseurs immigrés Paris	300,00
Diffuseurs Ptit	850,00
C.R. IUT Sciences Nancy	565,00
Fonction publique Nancy	30,00
Enseignant PSU Nancy	50,00
Enseignant PSU Nancy	70,00
Comité rouge Lettres Nancy	90,00
Un prf d'Altkid Nancy	100,00
Un enseignant Nancy	100,00

L.T. Paris 17	120,00
Librairie rouge	3025,00
P.L. Montpellier	500,00
N.J. Luxembourg	115,00
C.M. Paris	500,00
Un poster Paris 6	20,00
Vente de crêpes Orsay	210,00
Comité rouge Orsay	300,00
Lyceens Paris 18	20,00
Diffuseurs Quimper	580,00
Comité rouge Nancy	500,00
Diffuseurs La Rochelle	422,00
P.J. Pieumet	400,00
L.C. Paris 17 Enseignant	50,00
Diffuseurs Caen	1410,00
Diffuseurs Mende	325,00
B.T. Le Havre	100,00
Groupe taupé Fougères	109,00
Diffuseurs Le Mans	350,00
P.M. Brunstadi	100,00
J.B. Gandell	200,00
3 militants L.O.	41,00
Sympathisant libération	20,00
Comité rouge Sciences Caen	300,00
Diffuseurs Levallois-Courbevoie-Colombes	2590,00
Travailleur de S.I.M.	10,00
Ingénieur	400,00
Diffuseurs Perpignan	1340,00
Diffuseurs Rennes	990,00
Diffuseurs Bordeaux	610,00
M.P. Chambéry	100,00
Anonyme	500,00
Diffuseurs St-Denis	420,00
Diffuseurs St-Denis	1280,00
Diffuseurs Yvelines	3771,00
Un couple PTT Revolution	100,00
Diffuseurs Education nationale Paris 13	680,00
Diffuseurs Montreuil	680,00
Diffuseurs Paris	300,00

Un cheminot	20,00
Groupe taupé SNCF	510,00
M.B. instituteur Paris 17	100,00
Comité rouge Balzac	30,00
Comité rouge Carnot	20,00
Un cheminot St-Lazare	10,00
Y.B. Paris 17	200,00
Diffuseurs Besancon	2600,00
Sympathisant Vauluse	150,00
Comité rouge ENS St-Cloud	700,00
Nanterre lycée	330,00
Diffuseurs Rueil	1200,00
Fac Nanterre	715,00
Diffuseurs Rueil	107,00
G.R. prof Paris 17	100,00
Une militante PSU	10,00
Sylvie Scaux	20,00
Catherine Paris 17	100,00
Sympathisant PTT St-Lazare	30,00
Groupe taupé SNCF St-Lazare	430,00
Diffuseurs SNCF	550,00
Couple de Sympathisants Stains	100,00
Un soldat	50,00
Diffuseurs Renault Billancourt	1150,00
Diffuseurs Dunkerque	1540,00
Diffuseurs Moisselles	400,00
J.B.P. Moisselles	100,00
Diffuseurs Eaubonne	760,00
Comité « la canaille »	30,00
CET Argenteuil	80,00
Diffuseurs marché Bezons	10,00
Un couple de Perpignan	40,00
Un couple de militants	1000,00
Diffuseurs Perpignan	515,00
G.C. Paris 11	200,00
C.M. Toulouse	600,00
Étudiant Besancon	100,00
Diffuseurs Metz	300,00
R.J. Poitiers	500,00
Un ouvrier de Rennes	200,00
Diffuseurs Poitiers	3755,20

Sympathisant Auxerre	100,00
Groupe taupé ORTF	50,00
J.P. Paris	2500,00
Un bidasse	250,00
J.T. Impôts	50,00
Diffuseurs Montpellier	3620,00
Diffuseurs Dreux	325,00
Cheminot Dreux	10,00
Diffuseurs Nantes	865,00
Diffuseurs Aubervilliers	770,00
Militant CFDT détenu à Fresnes	200,00
M.S. Caen	100,00
C. mét rouge IUT Troyes	110,00
A.R. Sympathisant ouvrier Troyes	100,00
F.R. Sympathisant ouvrier Troyes	50,08
R.A. Sympathisant ouvrier Troyes	150,00
M.C. Sympathisant Troyes	150,00
Diffuseurs Troyes	1400,00
J.P. INRA Jouy	20,00
M. INRA Jouy	30,00
J. INRA Versailles	70,00
M.C. Gernies	200,00
Recherche scientifique Marseille	700,00
Comité rouge Central Marseille	1440,00
Diffuseurs Marseille	8611,00
Groupe taupé ORTF	500,00
Fredo Paris 20	50,00
G.W. Paris	1000,00
Sympathisants Paris	5000,00
N.W. Paris	3000,00
Diffuseurs Pinel salpêtrière	160,00
Diffuseurs BNP	800,00
Diffuseurs Auxerre	1400,00
Collecte locale Auxerre	93,00
Diffuseurs Besancon	166,00
Diffuseurs Chalou	20,00
Diffuseurs Troyes	12,00
Diffuseurs Dijon	14,00
2 Sympathisants St-Dizier	500,00
Diffuseurs Le Puy	270,00
Diffuseurs SNCF	50,08

P.D. Miry-Mory	100,00
Diffuseurs Marseille	5200,00
Diffuseurs Toulon	1025,00
Diffuseurs Brest	1020,00
Diffuseurs Orléans	417,00
S.C. Sympathisante Villejuf	200,00
C.R. Menton	160,00
Diffuseurs Nice	1015,00
J.L. Grenoble	100,00
Diffuseurs Strasbourg	1370,00
Diffuseurs Angers	364,00
K.M.	200,00
C.M. Paris	100,00
Diffuseurs Montreuil	2215,00
Diffuseurs Le Havre	2240,00
Diffuseurs Vitry-Cachan	832,00
Diffuseurs Paris	470,00
Diffuseurs Paris	200,00
Diffuseurs Rouen	4060,00
Diffuseurs Pontoise	720,00
Librairie rouge	1770,00
Librairie rouge	1746,50
Vente de disques	925,00
Un groupe travailleurs Journal officiel	300,00
O.S. Presse Antibes	150,00
Diffuseurs Paris 15	4096,70
Divers Paris	135,00
Diffuseurs Lille	700,00
Diffuseurs Orsay étudiants	43,00
Diffuseurs Orsay étudiants	115,00
Sympathisants SNCF	400,00
Un médecin Paris	1500,00
Travailleurs Sécurité sociale	30,00
Diffuseurs Paris 14	1505,00
et Sciences po. Paris	2880,00
Diffuseurs Toulouse	2880,00
Diffuseurs Education nationale Paris 13	500,00
TOTAL	1558488,31

Cette
semaineDANS
L'OBJECTIF

Un dessin
de travail
d'Eisenstein
« Mort de Fédor »
A droite :
Plan non monté
du
« Serment
des Opritchniki »

des films

Terre d'Espagne
de Joris Ivens.

● Produit à l'origine par la « Contemporary historians », société d'intellectuels américains qui voulait montrer pour la première fois dans le monde la lutte de la République espagnole. Le scénario prévoyait un vaste historique (fiction et reconstitution mélangées). Dès son arrivée en Espagne (Février 1937), Joris Ivens part pour le front, abandonnant ainsi la copie du scénario qu'on lui a confié. Il axe alors son film sur deux plans : - la Terre d'Espagne défendue par le peuple contre les fascistes - la Terre d'Espagne travaillée (irriguée) par les paysans « pour le bien commun et pour les défenseurs de Madrid ».

A sa sortie, le film joua un rôle fondamental dans le large mouvement anti-fasciste international.

Le film ressort actuellement et il reste un témoignage capital sur la lutte de tout un peuple contre le fascisme. Avec les films qui suivront (sur la révolution chinoise ou vietnamienne), Joris Ivens a toujours su se placer au service de la lutte des opprimés, aux côtés de la révolution.

L.C.

La Cecilia de Jean-Louis Comolli

Ancien critique de cinéma (Aux Cahiers du Cinéma, dont il fut rédacteur en chef de 66 à 71), écrivain spécialisé en jazz, réalisateur de télé et de cinéma, Comolli nous donne avec *La Cecilia*, un film attachant et surprenant. C'est l'histoire d'un anarchiste italien, Rossi, qui part fonder au Brésil, en 1887, une colonie ; l'empereur du Brésil, Don Pedro, avait lu ses livres et avait été conquis par les théories de ce disciple de Malatesta ; il décida d'offrir une terre à Rossi et à ses amis, pour qu'ils mettent en pratique leurs idées.

Le film est la vie du phalanstère, le récit des difficultés qu'il rencontre. L'expérience avorte lorsque le régime brésilien change : à l'empereur libéral succède une démocratie bourgeoise, qui n'a pas de raison de favoriser spécialement un foyer anarchiste... La Cecilia, c'est le nom de la colonie, aura duré trois ans.

A travers cette histoire, Comolli a voulu retracer quelques thèmes majeurs du mouvement politique d'émancipation : rapports avec le travail, contraintes de la vie collective, vote et majorité, rapports affectifs et sexuels, famille... Ces

thèmes, et aussi le thème majeur, qui sous-tend tout le film, de l'évasion opposée à la participation concrète aux luttes quotidiennes, sont toujours d'actualité et Comolli a su à la fois nous faire sentir comment ils furent vécus par des gens d'il y a bientôt cent ans — et combien ils recoupent nos préoccupations actuelles. Certains reprocheront au film de Comolli d'évoquer les films des Taviani ou de Jancsó. Et il est vrai que ce genre de problèmes avait été abordé par les Taviani (avec à mon sens des idées politiques plus floues), et il est vrai qu'avec l'aide de Yann le Masson, à la caméra, la mise en scène procède par amples mouvements circulaires et quasi dansants qui inscrivent les personnages dans un espace familier ; notons simplement que c'est le droit absolu de Comolli de rendre hommage aux cinéastes qu'il admire. *La Cecilia*, par son sujet comme par son style, présente une originalité suffisante pour mériter amplement l'intérêt.

P.L.T.

Docteur Françoise Gaillard
de Jean-Louis Bertucelli

Le premier réflexe est l'indifférence. On connaît les thèmes des romans médicaux, de Cronin à Van der Meersch, de Soubiran à Slaughter... et les retrouver étalés dans un film n'offre aucune surprise et même, guère d'indignation. On sait que certaines collections vendues dans les gares se divisent en genres : romans policiers, romans érotiques, romans de médecins. Nous sommes à mille lieues de la férocité de Preminger dans *Des amis comme les miens* ou de la solidité du scénario de *Morts sur ordonnance* de Rouffio et Conchon. Une femme médecin (exécutant dans un hôpital) a des problèmes : avec son mari, avec ses enfants, avec son travail... La quarantaine, le surmenage, la fatigue. Elle apprend qu'elle a un cancer. Après la première panique, elle décide de lutter et elle gagnera. Indifférence première donc, matinée par la suite de quelques corrections. En plus ou en moins. En moins : une sorte de déception pour Bertucelli, dont les trois premiers films, s'ils n'étaient pas des chefs d'œuvre, avaient une certaine personnalité qui manque désastreusement ici. Une autre sorte de déception pour Girardot, sur qui repose le film : bien sûr elle colle au personnage, dans le cadre du film tel qu'il est, c'est-à-dire qu'elle en remet, qu'elle use et abuse de ses procédés classiques, battements de cils, sourire au bord des larmes, crispation de la lèvre

inférieure... Tout cela est en situation, compte tenu du caractère du film : mais c'est décevant pour ses admirateurs.

En plus : il faudrait réfléchir sur le rôle du mélo, comme propagateur de certaines idées, à certains moments, dans certains milieux : et si, pour le public qui courra le voir, *Docteur Françoise Gaillard* avait un rôle positif, en montrant une femme, avec un métier, qui mène sa vie de façon autonome, qui, dans ses relations sentimentales se conduit de façon directe, sans préjugés... Il y eût, au XIX^{ème} siècle une, certaine fonction du mélodrame qui répandit certaines idées sur les bons pauvres et les méchants riches. Dans certains milieux non touchés par des arguments plus sophistiqués, le film de Bertucelli ne peut-il avoir un impact favorable aux idées de libération de la femme, même à travers toutes ses mystifications (femme bourgeoise, etc.) ?

Il y a une troisième façon de voir le film : dans le cinéma français actuel, économiquement en crise, *Docteur Françoise Gaillard* est la première production (diffusée dans les salles) de la Société française de production de J.C. Edeline, ex-patron de l'UGC, maître de l'une des branches de l'ex-ORTF. Ailleurs, le marasme, ici la SFP, officielle, triomphante, etc. Voilà l'opposition qu'on nous concocte. Cela concerne plus directement les travailleurs de la SFP et du cinéma que les spectateurs des films, mais cette sortie marque quand même une date.

P.L.T.

du théâtre

Voltaire en visite au
théâtre Mouffetard.

Peut-être que les puristes diront que l'adaptation de *Candide* que présente le Théâtre du Capricorne n'est pas assez fidèle. C'est possible, mais le respect total ne permettrait qu'une super-production peuplée. Le spectateur moyen n'a pas le temps et les moyens de décortiquer un texte. Alors, laissons les puristes dans leur pédanterie. Ils sont cinq acteurs, sans heurts sans temps morts. Avec justesse, ils interprètent les innombrables personnages que Voltaire fait évoluer au cours du voyage du jeune *Candide*. Le philosophe de Ferney n'est pas absent, il commente et dialogue avec les acteurs par le biais d'un magnétophone. J'imagine qu'il devait parler avec ce ton un peu sarcastique et parfois attendri. Les théories de Voltaire ne sont pas en accord avec la pensée de chacun d'entre nous. Mais n'oublions pas que dans beaucoup de domaines, il fut un précurseur et que sa langue n'est pas une langue morte.

un livre

Eisenstein
par Dominique Fernandez.

● Rien n'attirait, d'abord, dans un tel livre : les non-spécialistes ne sont pas tentés ; les spécialistes « savent » que Dominique Fernandez est férue de culture italienne, auteur d'études sur l'Italie et Pavese, d'un roman, *Porporino*, qui se déroule dans la Sicile bourbonnienne contemporaine de Mozart... et qu'à priori il ne doit savoir grand chose ni sur le cinéma ni sur la culture russe. Bien entendu, les a-prioris s'effondrent. Fernandez utilise à fond sa « non-spécialisation » pour nous offrir une étude passionnante, toujours lisible et simple, et basée sur des éléments qui sont du domaine public. Ces éléments sont des films d'Eisenstein - qu'il a vus et revus - et les choses que l'on sait de sa vie - c'est-à-dire, ce que l'on trouve dans ses écrits et dans les écrits de ceux qui l'ont connu. Quant à partir de là, Fernandez conjecture, il nous en avertit.

Son propos est simple et ambitieux : retrouver, dans les films d'Eisenstein, les préoccupations privées, intimes, les plus profondes, de l'individu à travers l'expression qu'en donne l'artiste. Faire une sorte de « psychanalyse » de l'œuvre.

Exercice scolaire et dépassé, diront d'aucuns ; je crois que Fernandez nous démontre le contraire. Non qu'une telle méthode soit la seule valable pour décrypter une œuvre ; on ne peut réduire les films d'Eisenstein à l'histoire de son enfance, à ses rapports avec ses parents. Mais à côté des autres méthodes possibles, elle offre un éclairage supplémentaire et non inutile. Il serait faux de dire que le complexe d'Œdipe de S.M. Eisenstein fut la cause de ses théories du montage d'attractions ; Fernandez nous démontre que les deux choses ne sont pas sans rapport. La lucidité de son travail, la limpidité de son style donnent à son livre une apparence trompeuse d'évidence : on a tendance à se dire, en le lisant, comme Bourrel, « bon dieu mais c'est bien sûr », à se demander comment personne ne l'avait vu plus tôt, ce petit garçon qui court d'un film à l'autre, avec ses habits trop grands. Et quand d'analyste, Fernandez se transforme soudain, pour conclure, en moraliste, quand il fustige, en quelques pages, l'idée freudienne (assumée par Eisenstein) du refoulement comme source de créativité artistique, ses phrases ont le même caractère de sobre évidence.

P.L.T.

paru chez Grasset

Je préfère lire ses textes sur le plateau du Théâtre Mouffetard plutôt que dans une édition reliée plein cuir.

Un dernier mot : regardez bien les masques, ils jouent un grand rôle.

F.C.

je suis, vous êtes,
nous sommes...LE roi des cons, de
Wolinski

Les deux consommateurs du Café du Commerce, le couple qui tourne autour d'un lit, vous connaissez ? On les trouve régulièrement dans *Charlie Hebdo* sous le crayon de Wolinski. Je les ai vus sur la scène de la Gaité Montparnasse, ils sont bien vivants.

Si vivants que c'est une suite ininterrompue de rires aux éclats. Il faut avouer que les situations, les mots sont très drôles, mais après avoir bien rit, que reste-t-il ? Une intense frayeur, une réaction de peur panique. Ce n'est pas possible, il exagère le père Wolinski ! Pas du tout. Avec la com-

pléité de Claude Confortes, il nous montre les gens pleins de bon sens que nous côtoyons tous les jours. Ce bon sens bien français, ce bon sens raciste, anti-jeune, anti-femme, partisan de la manière forte ; ce bon sens con de la « majorité silencieuse ».

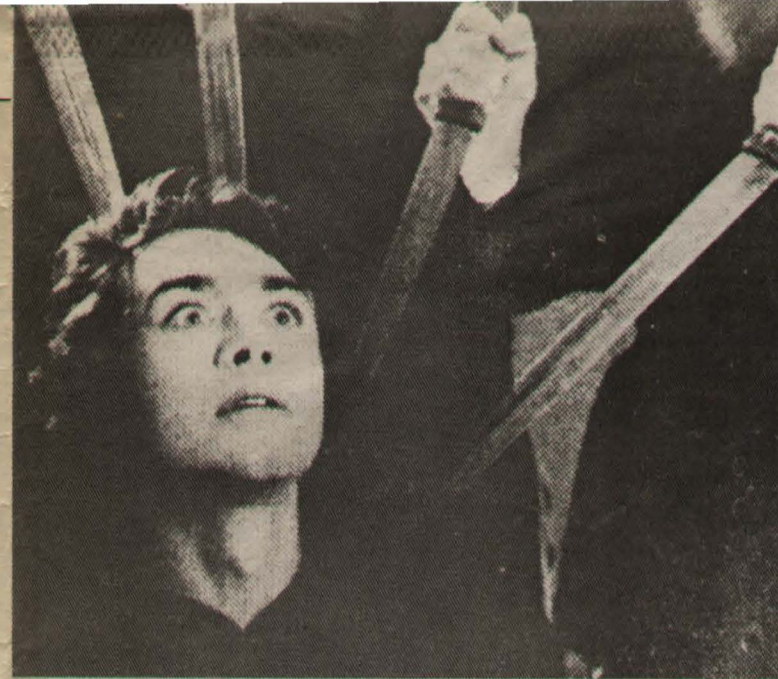
L'adaptation joue un grand rôle dans la vie de ces dessins, les comédiens y sont aussi pour beaucoup. Julien Guimard et Michel Muller, les deux consommateurs du Café du Commerce, sont excellents, dirais-je parfaits ? oui, je peux le dire. Pour parler de Carole Jacquinot, il faudrait la voir dans un texte où elle sera mieux servie. Quant à Bernard Menez, si les rôles de Don Juan boutonneux lui conviennent, il n'est pas cette fois à la hauteur de la tâche.

F.C.

« LA PETITE VIS DE LA CULTURE DANS LE GRAND MECANISME DE LA REVOLUTION. » Du 6 au 25 janvier

Théâtre, cinéma, chanson, bouffe, débats, bal... A la cartoucherie de Vincennes avec :

Bulletin paroissial du Curé Meslier, Kino-Pravda, Mass-Dévia, Place, Théâtre à bretelles, Théâtre de l'Ecume, Troupe Z.



de la musique

À propos de l'article sur le jazz « Au cœur d'une révolte », dans Rouge n° 327.

PEAU NOIRE, MASQUE BLANC... ?

● Il n'est pas très sérieux, dans un article qui se veut d'initiation, de traiter par exemple Duke Ellington de « valet noir de la bourgeoisie blanche » (...)

En effet, une telle critique relève d'une mythologie pure et dure de l'artiste révolutionnaire. Elle laisse de côté le fait que l'évolution du jazz a été passablement déterminée par le tout puissant showbusiness américain avec lequel les musiciens noirs ont dû nécessairement composer (...).

Le jazz, c'est évident, a toujours exprimé la révolte du peuple afro-américain (ainsi cette chronique acide de la vie des noirs qu'est le blues) mais les musiciens noirs ont été continuellement contraints pour survivre et pour être diffusés d'intégrer des chansons « rassurantes » (quitte à les dénaturer comme Fats Waller ridiculisant les mélodies débiles de Broadway ou Billie Holiday pervertissant ces mêmes débilisés).

Il ne s'agit pas bien sûr de justifier le fait que Duke Ellington ait accepté d'être décoré par Nixon, il s'agit de rappeler qu'il a été l'un des premiers à mettre en avant la spécificité de sa musique (...). Shepp ou un autre « contestataire » : Charles Mingus, en jouant ses compositions, réaffirment leur attachement à la tradition fondamentale de la musique noire et ainsi leur refus d'intégration.

La lecture du camarade Domaine laisse penser qu'il n'existe pas de contradictions entre les conceptions d'un « artiste » et la portée de son œuvre (...).

Pourtant ceci a été rendu clair par l'énorme masse des jeunes qui assistaient au festival gratuit Umbria Jazz, en Italie cet été et qui, tout au long de ce festival itinérant attaquèrent les locaux du M.S.I., rompant ainsi avec la tradition gentiment pacifiste des festivals pop. Ce n'est peut-être pas un hasard.

Un militant CR censier

Une formule un peu ambiguë certes, mais à partir de laquelle

notre correspondant extrapole. Que Duke Ellington se soit comporté en « valet » de la bourgeoisie américaine, c'est indéniable. Jusqu'à ses cheveux décolorés pour la cause et son rôle d'« ambassadeur » musical à travers le monde. Il n'empêche... Il est de ceux (celui ?) qui auront le plus contribué à faire de la Great Black Music une culture universelle. La réédition des quinze (quinze !) premiers albums du grand compositeur vient à point pour faire comprendre combien les musiciens de toutes les époques, même les plus révolutionnaires (surtout eux) doivent au pianiste, arrangeur, compositeur, chef d'orchestre... Masque blanc, sûrement. Mais sous le masque...

Domaine

UN DISQUE DE JAZZ

NUCLEUS, de Sonny Rollins (Milestone)

● Pour deux plages au moins de cet album, une question se pose : Rollins a-t-il entendu les sirènes du Jazz-rock de Miles Davis ou Keith Jarrett ? Ce musicien « marginal par excellence » cède-t-il à la mode de la pulsation binaire ? Il faut se souvenir que dans les années soixante, la même question avait été posée à propos de Sonny Rollins lorsqu'il avait enregistré des rythmes afro-cubains alors à la mode (« What's New » — R.C.A.). Mais il avait su pervertir l'exotisme de pacotille de ce jazz acclimaté par une sonorité rauque, un phrasé acide, une utilisation quasi rythmique du saxophone. Étrangement, on retrouve ce même son rauque, cette même acidité dans « Nucleus ». Comme si Rollins, sans se boucher les oreilles à une musique qui est celle « des années soixante dix », refusait d'abandonner pour autant sa « marginalité » si créatrice. Quant aux amateurs de « jazz-rock » qu'ils se rassurent : George Duke, Bob Cranshaw et Bennie Maupin, qui sont parmi les musiciens les plus en vue de cette musique, offrent une réplique exceptionnelle à Sonny Rollins. Et ça swingue. Que demander de plus ?

Domaine



Interview de Catherine Ribeiro

suite de la P. 24

l'abaissement de la majorité à dix-huit ans. Giscard ne serait pas passé ; il avait trop peu de voix d'avance. Ces voix, il les a emportées avec des magouillages impossibles.

Comment s'est passée cette campagne électorale pour Catherine Ribeiro ?

J'ai fait partie d'une caravane qui a sillonné certaines régions ; on expliquait pourquoi 90 % des artistes et intellectuels français appelaient à voter pour Mitterrand. Je me souviens, à Soissons : une vieille dame, plus de quatre vingts ans, on lui donne la rose en papier et le journal. Elle croyait qu'il fallait payer et nous dit être sans argent. Je lui réponds que c'est François Mitterrand qui lui offre et voici ce qu'elle a dit : « Vous savez, c'est pour M. Giscard d'Estaing que je vais voter. L'autre jour à l'hospice, il est venu un jeune homme bien mis, il nous a dit que si M. Mitterrand était élu, on allait nous retirer notre télévision. La télévision, c'est notre seule distraction, vous comprenez. » Ils ont fait ce travail dégueulasse dans tous les hospices de France. Voilà les quelques voix d'avance avec tout le trafic dans les DOM-TOM.

À part la politique, qu'est-ce que vous attendez ?

Un changement radical de société, c'est le point numéro un.

Il n'y a pas, quelque part, un jardin secret ?

Oui, un bouquin que j'écrirai quand j'aurai assez vécu. Et puis... j'ai le doute en permanence en moi, et je remets chaque jour en question. Je crois que c'est sain comme réaction. Mais ce doute fait que j'ai très envie de tout lâcher, d'aller quelque part en Haute Provence, sous le ciel bleu.

Vous cédez à une mode ?

Pas du tout. C'est un désir de très longue date.

Pourrait-on le prendre comme une fuite ?

Oui, c'est une fuite. Parce que je suis une femme faite de chair et de sang et aussi, c'est très humain que j'ai envie de débrayer.

Que se passera-t-il quand il y aura un gouvernement de gauche et s'il vous empêche d'être libre ?

Il ne faudra plus compter sur moi.

S'il vous brimait, iriez-vous jusqu'à militer contre lui ?

Peut-être pas. Je crois qu'un gouvernement socialiste, à partir du moment où il est favorable à la classe opprimée, où il apporterait un mieux être aux travailleurs, aux paysans, aux petits commerçants, aux gens défavorisés, ne pourrait me brimer. Sur d'autres options peut-être, le militantisme ne doit pas être borné, sectaire.

Le jour où le pouvoir socialiste sera réalité, qu'advient-il des gens de droite ?

On ne peut pas les abattre. C'est exactement comme dans le poème « Non épique » où je dis à Giscard d'Estaing : « Je voudrais te voir non pas mort assassiné, mais derrière une machine diabolique où tu compteras les pièces pour gagner le SMIC ». Je crois qu'il serait vain de mettre tous ces gens à l'usine. Par contre, s'ils deviennent dangereux, il faut les emprisonner. Avec un régime d'emprisonnement normal ; sans torture, sans ce genre de pratique qui ravale l'homme au plus profond de la bassesse et de la veulerie. Je me refuse à croire que l'homme est capable de torturer son prochain, c'est trop lamentable... pourtant je vois le Chili, le Brésil, l'Iran et l'Espagne et partout. Chez nous, c'est autre chose.

Si le temps ne nous avait pas été mesuré et si la place réservée à cet entretien avait été plus large, je serais resté des heures à entendre Catherine Ribeiro. Elle n'est pas une Pasionaria

Catherine est une femme qui ne supporte pas l'injustice, une femme sensible, tellement sensible qu'elle en est écorchée vive. Elle souffre et souffrira toujours des injustices quelles qu'elles soient. Peut-être que si chacun de nous avait la même sensibilité, Catherine Ribeiro n'aurait plus besoin de chanter.

Propos recueillis par François Christian.

Le dernier enregistrement de Catherine Ribeiro s'appelle « LIBERTES ? » (Fontana 9101 501)

Interview de Catherine Ribeiro

« La révolution, c'est le moment où le peuple est mûr, il explose de toute part et j'espère que c'est proche ».

Croyez-vous que l'action d'un artiste a autant de valeur que celle d'un militant ?

Ce n'est pas la même chose. Je constate que depuis quelques années, les interventions qu'on peut faire au niveau de la chanson ou des discours sont de plus en plus écoutées, par de plus en plus de gens.

Ne pourrait-on pas vous accuser, puisque vous êtes dans un système (maison de disques, etc.) de profiter des réunions politiques pour votre publicité personnelle ? Dernièrement, il y a eu des réflexions désobligeantes à votre sujet.

Je les emmerde ! Faire gratuitement le gala de soutien pour la Marche sur l'Espagne, personne ne le veut. Il n'y a qu'aux grands meetings organisés par le PC que les artistes veulent bien participer, et encore... quand il faut chanter gratuitement en faveur des travailleurs immigrés en grève, il n'y a plus personne. On n'a pas le droit de me faire de reproche.

Votre métier est donc totalement conçu dans un engagement politique ?

Maintenant, oui. Je n'ai pas toujours été comme ça. C'est finalement quinze ans de réflexion qui m'ont amenée à cette conception. On ne milite pas comme ça, les doigts dans le nez, à moins d'être embrigadé très jeune.

Votre action a-t-elle un impact réel ?

Il y a six mois, je vous aurais dit qu'il ne fallait pas s'illusionner. Je ressentais le texte politique chanté fait pour réveiller les consciences et les esprits endormis. Mais, parce que je n'ai jamais autant milité depuis un an demi, que je suis confrontée sans arrêt avec des problèmes, que je participe à des réunions, des meetings, j'ai la certitude que notre action est réellement ressentie.

Vous n'êtes plus une chanteuse, vous êtes une militante ?

Je suis les deux... Avec mon dernier disque, j'ai des chansons à contenu directement politique. Jusqu'alors, il fallait lire entre les lignes, parce que j'ai une façon un peu surréaliste d'écrire et de m'exprimer. Les précédentes chansons avaient été écrites en février, mars 1974, avant la campagne électorale, avant la révolution portugaise, avant des événements qui m'ont bousculée dans mes habitudes de militante plutôt endormie. Je paie cher, très cher ce dernier disque.

Rouge 329 page 24

Peut-on espérer que ce que vous dénoncez s'améliore ?

Je dénonce... je dénonce ! Avec le poème « Non épique », oui. Mais je ne cesse de parler de tendresse, de solitude, de manque de dialogue. Ce n'est pas demain, un changement radical de société qui bouleversera les mauvaises habitudes prises par les humains. Cet égoïsme monstrueux qui mène le monde : chacun pour soi et le diable pour tous. Nous crevons tous petit à petit du manque de tendresse et d'amour. Je serai morte avant qu'un remède à la solitude des hommes soit trouvé.

Vous êtes pratiquement, totalement, interdite de radio et de télévision. Est-ce que vous en souffrez ?

Mais bien sûr, c'est une atteinte intolérable au droit du travail. Mais ce qui me gêne le plus, c'est le gouvernement en place. C'est le gouvernement le plus à droite... et je vous en prie, écrivez-le, parce que ce sont mes propos. Ce qui me gêne, c'est d'avoir Michel Guy aux Affaires culturelles, ce qui me gêne c'est la loi Foyer avec tous ses amendements. Qu'est-ce qu'on peut attendre d'un régime comme celui-là ? Rien.

Il y a d'autres régimes dont on pourrait attendre quelque chose. Dans la presse d'aujourd'hui, deux grands titres : Vide du pouvoir à Lisbonne — Le changement est amorcé en Espagne. Vous y croyez, vous, au changement ?

Avec Juan Carlos, pas du tout. Jamais Franco n'aurait choisi cet homme si ce n'était une petite ordure en puissance. Il paraît qu'il est bête, alors peut-être que ça va le desservir. Je ne sais pas... si la gauche ne s'unit pas, une fois de plus, ce sera la catastrophe.

Et le Portugal ?

En février mars, c'est Soares qui a commencé à foutre la pagaille au moment de la décision du gouvernement d'accepter un syndicat unique inter-syndical. A la télévision française, il a tenu des propos d'une violence inouïe. En disant que s'il fallait qu'il soit de nouveau emprisonné, torturé, il était prêt. Cela voulait dire quoi ? que si demain les communistes étaient au pouvoir, il allait retourner en taule. Ensuite l'affaire République qui a été montée de toute pièce et dont le parti socialiste s'est servi comme d'une arme. Et pour les élections, Soares a fait de l'anticommunisme primaire. On a raconté des histoires à dormir debout, et quand vous avez une population



illétrée dans sa majeure partie, qu'est-ce qu'il est facile de jouer là-dessus !

En France, certains hommes politiques ont fait un parallèle avec la situation portugaise, il y a de l'exagération, mais cela ne donne-t-il pas à réfléchir ?

Poniatowski et Chirac ? Ils font rire tout le monde. Quoique Ponia ne fasse plus rire avec les commandos et les interventions de jeunes fascistes que, comme par hasard, on ne retrouve pas. Dans la semaine qui suivait la fête des jeunes giscardiens, j'ai dîné avec un journaliste important, homme de gauche entre guillemets, il m'a dit : « nous devrions avoir honte, nous Français, des propos qu'a tenus Poniatowski et de l'appel à la chasse au sorcières qu'il a lancé devant les jeunes. » Quand j'ai su que Chirac allait être nommé premier ministre, mes amis et moi avons dit qu'il lui faudrait de grandes bottes, un ciré et un petit insigne quelque part sur une casquette.

Malgré ce gouvernement, espérez-vous ?

J'espère, parce que je pense que c'est la sauvegarde de notre pays et qu'il faut absolument que la société capitaliste disparaisse au profit d'une société socialiste où la répartition des richesses se fera plus justement. Sinon, si les capitalistes continuent à diriger comme ils le font, ce sera l'éclatement... J'espère, mais j'ai très peur pour mon enfant, c'est pour cela que je crois que je n'en ferai pas d'autre.

Vous croyez en l'homme, malgré ses contradictions ?

Beaucoup. Le gouvernement actuel a un tel mépris de l'homme. L'ouvrier, le paysan sont tellement méprisés que cela donne la nausée, envie de vomir. Je n'ai pas pour les hommes au

pouvoir le dixième du mépris qu'ils portent aux gens honnêtes qui se lèvent à cinq heures du matin et rentrent chez eux, le soir, épuisés, incapables de réagir. Mais je crois que l'homme est un animal intelligent. Et puis, vous savez, quand les gens en ont pris plein la gueule pendant longtemps, un beau jour ils se réveillent. Je crois que c'est comme le couvercle d'un auto-cuiseur quand il y a trop de pression, ça éclate et ça fait mal, beaucoup de mal. C'est toute la révolution, c'est le moment où le peuple est mûr, il explose de toute part et j'espère que c'est proche. Cependant, j'ai peur de la violence, d'où qu'elle vienne, quelle qu'elle soit. Je crains que le capital n'use de ses dernières cartouches et ne se serve de l'armée et de la police. Bien qu'aujourd'hui, je me demande si la police suivrait aussi aveuglément qu'il y a quelques années et que l'armée... Là aussi ça bouge, on bouge partout. Du coup, la répression est plus grande, des systèmes s'organisent.

Le peuple est-il assez politisé ?

Oui... mais si cela était aussi simple... Je crois qu'en Mai 68...

Sans l'avoir vécu, rétrospectivement, vous auriez pu y croire ?

Je crois que Mai 68 aurait permis de prendre conscience que les jeunes peuvent se mobiliser. Les jeunes sont prêts à partir pour l'abattoir de façon débridée, c'est dangereux, mais fantastique. Quand on a passé la trentaine, la réflexion intervenant, on essaie de trouver des solutions intermédiaires.

Mais ces jeunes ne pouvaient pas intervenir, politiquement, dans la légalité ?

C'est exact. C'est pourquoi le gouvernement Messmer, sachant Pompidou malade, n'a pas voulu accorder

(suite page 23)